

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1971 AU 06/07/2021

N° d'ordre : 15	Date de dépôt : 02/12/2015	Référence d'enlèvement : 9104P02 2015V4452	Date de l'acte : 01/12/2015
Nature de l'acte : BORDEREAU RECTIFICATIF VALANT REPRISE POUR ORDRE de la formalité initiale du 07/10/2015 Sages : 9104P02 Vol 2015V N° 3690			
Rédacteur : ADM MASSY SIP SUD / MASSY			
Domicile élu : MASSY dans les bureaux du SIP DE MASSY SUD			

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2015V4452 : HYPOTHEQUE LEGALE DU 06/10/2015

Créanciers					
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité			
TRESOR PUBLIC					
Propriétaire Immeuble / Contre					
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité			
1	ABICHOU	14/02/1984			
Immeubles					
Prop./Imm./Contre	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		CHILLY MAZARIN	AH 455		24 69 127

Montant Principal : 17.641.03 EUR
Date extrême d'effet : 06/10/2025

Complément : Les parts et portions.

N° d'ordre : 16	Date de dépôt : 08/03/2017	Référence d'enlèvement : 9104P02 2017V688	Date de l'acte : 07/03/2017
Nature de l'acte : HYPOTHEQUE LEGALE DU TRESOR			
Rédacteur : ADM CHILLY MAZARIN TP / CHILLY-MAZARIN			
Domicile élu : CHILLY-MAZARIN en les bureaux du CPF			

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2017V688 :

Créanciers		
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité
TRESOR PUBLIC		

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2017V1868 :

Propriétaire Immeuble / Contre					
N°	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité			
1	ABICHOU	14/02/1984			
2	JLIDI	18/06/1986			
Immeubles					
Prop. Imm/Contre	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		CHILLY MAZARIN	AH 455		24 69 127
Montant Principal : 5 371,81 EUR Date extrême dette : 07/03/2027					
N° d'ordre : 17	Date de dépôt : 03/07/2017	Référence d'enlèvement : 9104P02 2017V1867		Date de l'acte : 27/06/2017	
Nature de l'acte : HYPOTHEQUE LEGALE Rédacteur : ADM MASSY SIP SUD / MASSY Domicile élu : MASSY DANS LES BUREAUX DU SIP					

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2017V1867 :

Créanciers					
N°	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité			
	TRESOR PUBLIC				
Propriétaire Immeuble / Contre					
N°	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité			
1	ABICHOU	14/02/1984			
Immeubles					
Prop. Imm/Contre	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		CHILLY MAZARIN	AH 455		24 69 127

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2017V1867 :

Montant Principal : 22.916.98 EUR
Date extrême d'effet : 27/06/2027
Complément : Sur les parts et portions du débiteur.

N° d'ordre : 18	Date de dépôt : 24/10/2018	Référence d'enlèvement : 9104P02 2018V3384	Date de l'acte : 22/10/2018
Nature de l'acte : HYPOTHEQUE LEGALE DU TRESOR			
Rédacteur : ADM CHILLY MAZARIN TP / CHILLY-MAZARIN CEDEX			
Domicile élu: CHILLY-MAZARIN CEDEX en l'état			

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2018V3384 :

Créanciers					
Numéro	Désignation des personnes		Date de Naissance ou N° d'identité		
TRESOR PUBLIC					
Propriétaire Immeuble / Contre					
Numéro	Désignation des personnes		Date de Naissance ou N° d'identité		
1	ABICHOU		14/02/1984		
2	JLUDI		18/06/1986		
Immeubles					
Prop. Imm/Contre	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		CHILLY MAZARIN	AH 455		24 69 127

Montant Principal : 2.775.00 EUR
Date extrême d'effet : 22/10/2028

N° d'ordre : 19	Date de dépôt : 05/03/2019	Référence d'enlèvement : 9104P02 2019P1854	Date de l'acte : 25/02/2019
	Nature de l'acte : VENTE		
	Rédacteur : NOT OLIVIER PORTEJOIE / LONGJUMEAU		

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2019P1854 : Vente

Disposant, Donateur					
Numéro	Désignation des personnes			Date de naissance ou N° d'identité	
1	ALILI			18/03/1981	
2	CHABLAOUI			25/02/1985	
Bénéficiaire, Donataire					
Numéro	Désignation des personnes			Date de naissance ou N° d'identité	
3	MAGPANTAY			09/09/1971	
4	ROBLES			04/02/1978	
Immeubles					
Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
tous	PI	CHILLY MAZARIN	AH 455		32 64 137

DI : Droits Indivis CO : Constructions DO : Domaiier EM : Emphytéose NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PK : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenayer TP : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix / évaluation : 210.000,00 EUR

Complément : Monsieur Edelberto ROBLES acquiert la pleine propriété indivise du BIEN à concurrence de moitié.

Madame Rowena MAGPANTAY acquiert la pleine propriété indivise du BIEN à concurrence de moitié.

N° d'ordre : 20	Date de dépôt : 07/03/2019	Référence d'enlèvement : 9104P02 2019V865	Date de l'acte : 07/03/2019
Nature de l'acte : HYPOTHEQUE LEGALE			
Rédacteur : ADM CFP CHILLY MAZARIN / CHILLY MAZARIN			
Domicile élu : CHILLY MAZARIN en l'étude			

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2019V865 :

Créanciers					
Numéro	Designation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité			
TRESOR PUBLIC					
Propriétaire Immeuble / Contre					
Numéro	Designation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité			
1	ABICHOV	14/02/1984			
2	JLIDI	18/06/1986			
Immeubles					
Prop. Imm/Contre	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		CHILLY MAZARIN	AH 455		24 69 127

Montant Principal : 1.026.00 EUR
Date extrême d'effet : 06/03/2029

N° d'ordre : 21	Date de dépôt : 11/03/2019	Référence d'enlèvement : 9104P02 2019V917	Date de l'acte : 06/03/2019
Nature de l'acte : HYPOTHEQUE LEGALE			
Rédacteur : ADM CHILLY MAZARIN TP / CHILLY MAZARIN CEDEX			
Domicile élu : CHILLY MAZARIN AU CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES			

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2019V917 :

Créanciers		Date de Naissance ou N° d'identité
Numéro	Designation des personnes	
	TRESOR PUBLIC	

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2019V917 :

Propriétaire Immeuble / Contre					
Numéro	Désignation des personnes		Date de Naissance ou N° d'identité		
1	ABICHOU		14/02/1984		
2	JLIDI		18/06/1986		
Immeubles					
Prop.Immu/Contre	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		CHILLY MAZARIN	AH 455		24 69 127

Montant Principal : 1 026 00 EUR
Date extrême d'effet : 06/03/2029

N° d'ordre : 22	Date de dépôt : 07/10/2020	Référence d'enlèvement : 9104P02 2020V3351	Date de l'acte : 28/09/2020
Nature de l'acte : HYPOTHEQUE LEGALE Rédacteur : ADM CHILLY MAZARIN TP / CHILLY MAZARIN CEDEX Domicile élu : CHILLY MAZARIN DU CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES			

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2020V3351 :

Créanciers		
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité
	TRESOR PUBLIC	
Propriétaire Immeuble / Contre		
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité
1	ABICHOU	14/02/1984
2	JLIDI	18/06/1986

Disposition n° 1 de la formalité 9104P02 2020V3351 :

Immeubles					
Prop Imm/Cont	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		CHILLY MAZARIN	AH 455		24
					69
					127

Montant Principal : 2.365,00 EUR
Date extrême d'effet : 28/09/2030

Dernière page de la réponse à la demande de renseignements qui comporte 29 pages y compris le certificat.

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

N° de la demande : **H 53866**
Déposée le : **31/05/2022**
Références du dossier : **S 162**

Demande de copie de documents ⁽¹⁾
(pour la période postérieure au 31 décembre 1955)

INFORMATIONS RELATIVES À LA DEMANDE

A compléter éventuellement dans le cadre d'une demande complémentaire de formalité faisant suite à une demande de renseignements.

N° _____ déposée le _____

Références du dossier : **CEF / ABICHOU**

Service de dépôt : **CORBEIL 1**

IDENTIFICATION ET SIGNATURE DU DEMANDEUR ⁽²⁾

M BUISSON & ASSOCIES

Avocats

29 rue Pierre Bûlin

95300 PONTOISE

Adresse courriel ⁽³⁾ : **alouvet@buisson-avocats.com**

Téléphone : **01.34.20.15.62**

A **Pontoise**, le **30/05/2022**

Signature _____

COUT

Copie des documents :

- nombre de bordereaux d'inscriptions demandés : _____ x **6** € = _____ €

- nombre d'états descriptifs de division, de modificatifs ou de règlements de copropriété demandés : _____ x **30** € = _____ €

- autres documents demandés : _____ x **15** € = _____ €

Frais de renvoi = _____ €

☒ règlement joint ☐ compte usager

TOTAL = 0,00 €

MODE DE PAIEMENT (cadre réservé à l'administration)

☐ numéraire
☐ chèque ou C.D.C.
☐ mandat
☐ virement
☐ utilisation du compte d'utilisateur : _____

QUITTANCE : _____

NATURE DES RENSEIGNEMENTS DEMANDÉS

Le service de la publicité foncière est requis de délivrer un(e) :

☒ copie
☐ demande spéciale prévue par le § 2 de l'article 41 du décret du 14 octobre 1955

des documents ou formalités désignés ci-après.

⁽¹⁾ Demande à souscrire en DEUX exemplaires auprès du service de la publicité foncière du lieu de situation de l'immeuble pour lesquels les documents sont demandés.
⁽²⁾ Identité et adresse postale.
⁽³⁾ Uniquement pour les usagers professionnels.

NATURE ET REFERENCE DES DOCUMENTS OU FORMALITES				
N°	Nature du document (bordereau d'inscription, saisie, publication)	Date de la formalité	Volume	Numéro
1	toutes formalités d'inscription délivrées dans le 3233 ci-joint <i>Privilège de créancier</i>	09/10/2014	09/10/2014	2014V 3613
2	H/EG	07/10/2015	2015V	3690
3	BOEP	02/12/2015	2015V	4452
4	H/EG	08/03/2017	2017V	688
5	H/EG	03/07/2017	2017V	1867
6	H/EG	24/10/2018	2018V	3384
7	H/EG	07/03/2019	2019V	865
8	H/EG	11/03/2019	2019V	917
9	H/EG	07/10/2020	2020V	3351
10	H/EG	18/10/2021	2021V	3538

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

☐ DEMANDE IRRÉGULIERE

Le dépôt de la présente demande est refusé pour le (ou les) motif(s) suivant(s) :

- ☐ demande irrégulière en la forme ☐ défaut de paiement
☐ demande non signée et/ou non datée ☐ défaut d'indication de la nature du renseignement demandé
☐ autre : _____

☐ REPONSE DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE

Dans le cadre de la présente demande, le service de la publicité foncière certifie qu'il n'existe, dans sa documentation :

- ☐ aucun document ou formalité.
☐ que les documents dont copies sont ci-jointes dans un état comportant _____ pages / _____ formalités.

le _____,

Pour le service de la publicité foncière,
le comptable des finances publiques.

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée s'appliquent :
elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service de la publicité foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

BOR		DROITS : Néant	
Service de la publicité foncière	CSI : 126,00 EUR	Droits : Néant	
Effet jusqu'au :	Principal :	Taxes :	
Accessoires :	Accessoires :	CSI ⁽¹⁾ :	
Total :	Total :	Total :	
INSCRIPTION DE PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS (article 2374 2° du Code Civil). AYANT EFFET JUSQU'AU CINQ OCTOBRE DEUX MIL QUARANTE-CINQ		<input type="checkbox"/> l'échéance <input checked="" type="checkbox"/> la dernière échéance <input checked="" type="checkbox"/> est <input type="checkbox"/> n'est pas déterminée et future	
Est requise avec éléction de domicile à :			
En l'Office Notarial de LONGJUMEAU, 15 Place Charles Stéber			
En vertu de :			
D'un acte reçu par : Maître Frédérique MALTERRE-AURIACOMBE, soussignée, Notaire, associée de la Société Civile Professionnelle à la Résidence de LONGJUMEAU (Essonne) 15 Place Charles Stéber, dénommée « Loïc RENIER et Frédérique MALTERRE-AURIACOMBE, notaires associés » Le 12 septembre 2014			
Contenant VENTE par : Monsieur et Madame Mongi ABICHOU			
AU PROFIT DE : Monsieur et Madame Selim ABICHOU, de l'immeuble ci-après désigné, moyennant le prix principal de DEUX CENT DIX MILLE EUROS (210.000,00 EUR), ET PRET d'un montant total de DEUX CENT DIX MILLE EUROS (210.000,00 EUR) par la Banque ci-après dénommée, employé au paiement du prix de vente sus-indiqué à due concurrence, ainsi constaté à l'acte tant aux termes de la déclaration d'origine des deniers qu'aux termes du quittancement.			
Au profit de : La Société dénommée CREDIT FONCIER DE FRANCE, Société anonyme au capital de 1.331.400.718,80 €, dont le siège est à PARIS CEDEX 01 (75050) 19 Rue des Capucines B.P. 65, identifiée au SIREN sous le numéro 542029848 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS.			
CREANCIERE			
Contre :			
Monsieur Selim ABICHOU, Directeur Technique, et Madame Haifa JLIDI, Assistante administrative, son épouse, demeurant ensemble à CHILLY-MAZARIN (91380) 43C Avenue Charles de Gaulle. Monsieur est né à LONGJUMEAU (91160), le 14 février 1984 Madame est née à ZARZIS (TUNISIE), le 18 juin 1986.			
DEBITEURS SOLIDAIRES			

(1) CSI : Contribution de sécurité immobilière

<div style="border: 1px solid black; display: inline-block; padding: 2px;"> PRET CONVENTIONNEL </div>			
Sur :			
Désignation de l'ENSEMBLE IMMOBILIER dont dépendent les BIENS : Un ensemble immobilier situé à CHILLY-MAZARIN (ESSONNE) 91380 41 43A 43B 43C, avenue Charles de Gaulle :			
Cadastré :			
Section	N°	Lieu dit	Surface
AH	455	La pointe	00 ha 16 a 73 ca
DES BIENS : <u>Lot numéro cent vingt-sept (127)</u> <u>Lot numéro vingt-quatre (24)</u> <u>Lot numéro soixante-neuf (69)</u>			
Etat descriptif de division – Règlement de copropriété L'ensemble immobilier sus désigné a fait l'objet d'un état descriptif de division et règlement de copropriété établi aux termes d'un acte reçu par Maître HEUEL, notaire à LONGJUMEAU, le 9 novembre 2000 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de CORBEIL ESSONNES deuxième, le 7 décembre 2000 volume 2000P numéro 8817.			
Appartenant aux :			
DEBITEURS <i>VENTE énoncée ci-dessus, dont la publication est requise simultanément.</i>			
Pour sûreté de :			
<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div> - De la somme de DEUX CENT DIX MILLE EUROS, montant en principal du prêt, dont la dernière échéance sera exigible au plus tard le 5 octobre 2044, ci </div> <div style="text-align: right;">210.000,00 €</div> </div>			
<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div> - Des intérêts que le privilège conserve au même rang que le principal, au taux stipulé dans l'acte, soit au taux annuel de 3,45%, hors assurance </div> <div style="text-align: right;">Mémoire</div> </div>			
<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div> - Des accessoires comprenant notamment : a) toutes sommes dues pour frais et avances, les loyaux coûts du contrat de prêt et de leurs suites, telles que la copie exécutoire de cet acte, si l'inscrivant venait à en faire l'avance, frais de poursuite et de mise à exécution, dommages et intérêts, indemnités en cas de remboursement anticipé ou d'exigibilité avant terme, et tous frais taxables. b) intérêts de toutes sommes en souffrance et de toutes avances dans les conditions prévues au contrat de prêt. Lesdits accessoires évalués à QUARANTE-DEUX MILLE EUROS </div> <div style="text-align: right;">42.000,00 €</div> </div>			
Total à inscrire sauf Mémoire			252.000,00 €
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES PRÉVOIES			
PRET CONVENTIONNEL exonéré de taxe de publicité foncière en vertu de l'article 845 du Code général des impôts <i>Prêt accordé en application des dispositions de la loi n°77-1 du 3 Janvier 1977 et notamment dans les conditions du décret n°77-1287 du 22 novembre 1977 et des textes pour son application.</i>			

2-11-8-977

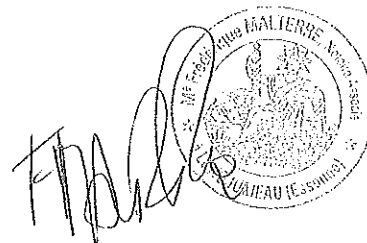
CERTIFICAT AUTOMATIQUE
constatant du capital de la créance garantie figurant dans le bordereau n° et de son montant (en euros)

La soussignée, Frédérique **MALTERRE-AURIACOMBE**, Notaire, associée de la Société Civile Professionnelle à la Résidence de **LONGJUMEAU (Essonne)** 15 Place Charles Stéber, dénommée « **Loïc RENIER** et Frédérique **MALTERRE-AURIACOMBE**, notaires associés », certifie conformes entre eux les deux exemplaires du présent bordereau établi sur **TROIS** pages et approuve aucun renvoi, aucun mot nul.

Il certifie que le montant du capital de la créance garantie figurant dans le bordereau n° est pas supérieur à celui figurant dans le titre générateur de la sûreté ou de la créance.

Il certifie également que l'identité complète du propriétaire telle qu'elle est indiquée ci-dessus lui a été régulièrement justifiée.

LONGJUMEAU (ESSONNE)
LE 12 SEPTEMBRE 2014



PARTIE RÉSERVÉE AU SERVICE DE LA PUBLICITÉ FONCIÈRE

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service de la publicité foncière, un droit d'accès et un droit de rectification

BO		DROITS : Néant	
Service de la publicité foncière	Dépoté	Date	
CSI : Néant	Vol.	Régularisé le	Droits : Néant
Effet jusqu'au :	Principal :	€	14327 €
	Accessoires :	€	€
	Total	€	€
Inscription Hypothèque Légale du Trésor		<input checked="" type="checkbox"/> l'échéance <input type="checkbox"/> la dernière échéance <input type="checkbox"/> est <input checked="" type="checkbox"/> n'est pas déterminée et future	
Ayant effet jusqu'au 06/10/2025			
Est requise avec élection de domicile à :		DOMICILE	
SERVICE DES IMPOTS DES PARTICULIERS DE MASSY-SUD 8 AVENUE DE FRANCE 91744 MASSY CEDEX			
En vertu de :		LEUR DUE	
L'article 1929 Ter du CGI et des avis de IR 2010 mis en recouvrement le 31/07/2011, IR 2010 mis en recouvrement le 31/07/2011, IR 2011 mis en recouvrement le 31/12/2012, IR 2012 mis en recouvrement le 31/01/2014.			
Au profit de :		CRANCIER	
Trésor Public représenté par MMe Corine MARTI Responsable du SIP de MASSY-SUD, 8 Avenue de France 91744 MASSY CEDEX			

(1) CSI : Contribution de sécurité immobilière.

Contre :**PROPRIÉTAIRE GUY**

M ABICHOU Selim né le 14/02/1984 à Longjumeau demeurant au 43C avenue Charles de Gaulle à Chilly Mazarin.
Sur les parts et portions de Monsieur ABICHOU Selim.

Sur :**PROPRIÉTAIRE GUY**

Un ensemble immobilier situé à Chilly Mazarin (Essonne) 91380 41 43A 43B 43C avenue Charles de Gaulle. Lieudit : La Pointe.
Cadastré Section AH N° 455, Lots 127, 24 et 69.

Appartenant à :

M ABICHOU Selim né le 14/02/1984 à Longjumeau demeurant au 43C avenue Charles de Gaulle à Chilly Mazarin.
Sur les parts et portions de Monsieur ABICHOU Selim.

Règlement de co-propriété et EDD publiés le 07/12/2000 vol 2000P n°78817 2817

Acte de vente du 28/08/2007 établi par M° Eric Delecroix notaire à Antony publié le 17/08/2007 vol 2007P numéro 5701.

Je M. ABICHOU le 31/01/2014

2014 P 5397

Pour sûreté de :

IR 2009 ROLE 10/01601	4.417,03
IR 2010 ROLE 11/01601	5.201,00
MAJORATION IR 2010	520,00
IR 2011 ROLE 12/01101	2.500,00
MAJORATION IR 2011	251,00
IR 2012 ROLE 14/91101	4.314,00
MAJORATION IR 2012	432,00
Total ...	17.641,03 e

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES - RENVOIS

CERTIFICATIONS

La soussigné, Madame Corine MARTI, Responsable du SIP de MASSY-SUD certifie que les deux exemplaires du présent bordereau établi sur quatre feuilles sont exactement conformes et que le montant de la créance garantie figurant dans le bordereau n'est pas supérieure à celui figurant dans le titre générateur de la sûreté ou de la créance.

Il certifie en outre que l'identité complète du propriétaire telle qu'elle est indiquée au cadre prévu à cet effet lui a été régulièrement justifiée.

À MASSY.....

(signature et cachet)

le 06

06/01/2015

pour la République Publique

Madame Corine MARTI

Responsable du SIP de MASSY SUD

PARTIE RÉSERVÉE AU SERVICE DE LA PUBLICITÉ FONCIÈRE

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiées s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service de la publicité foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

BUREAU DES
HYPOTHÈQUES

DROITS : Néant

CSI : Néant

Droits : Néant

INSCRIPTION RECTIFICATIVE de celle requise le 07/10/15
publiée sous le n° 2015 D 11675 vol 2015 V n°03690.
Suite à la notification de rejet partiel du 27/11/15 faxée le
27/11/15 portant la référence 2015/1072 concernant l'inscription
de l'hypothèque légale du Trésor Public prise à l'encontre de «
ABICHOU Selim ».
En vue de réparer les irrégularités signalées Madame Corine MARTI,
Responsable du SIP de Massy-Sud, atteste qu'il y a lieu de
remplacer les mentions d'origine par les mentions suivantes :

Cadre APPARTENANT A : il convient de remplacer la mention :
"Acte de vente du 28/06/2007 établi par M° Eric Delecroix notaire
à Antony publié le 17/08/2007 vol 2007P numéro 5701." par
"Acte de vente établi par Me MALTERRE-AURIACOMBE publié le
09/10/2014 vol 2014 P 5977."

à Massy, le 01/12/15,
Pour le comptable public,

Sonia CHAN WAH
Inspectrice des Finances Publiques

DIRECT

Bordere

DROITS : Néant

BUREAU DES HYPOTHÈQUES	DÉPÔ CSI : Néant VOL N°	Droits : Néant					
EFFET JUSQU'AU : <table border="1"><tr><td>DET 1</td><td>cc</td></tr><tr><td>VERIF</td><td>Mau</td></tr></table>	DET 1	cc	VERIF	Mau	PRINCIPAL : ACCESSOIRES : TOTAL	TAXES : SALAIRES : TOTAL	I N S C R I P T I O N
DET 1	cc						
VERIF	Mau						
INSCRIPTION : de l'hypothèque légale du Trésor		<input checked="" type="checkbox"/> l'échéance <input type="checkbox"/> la dernière échéance					
AYANT EFFET JUSQU'AU : sept mars deux mille vingt sept		<input type="checkbox"/> est <input checked="" type="checkbox"/> n'est pas déterminée et future					
EST REQUISE AVEC ÉLECTION DE DOMICILE À :		DOMICILE ÉLU					
Au siège du CFP de Chilly-Mazarin, 37 Avenue Charles de Gaulle 91380 Chilly-Mazarin, représenté par le Responsable du CFP de Chilly-Mazarin.							
EN VERTU DE :		TITRE DU CRÉANCIER		I N S C R I P T I O N			
L'article 8 de l'ordonnance n° 5861379 du 29 Décembre 1958. Rôles d'impôts directs régulièrement émis et rendus exécutoires par le Directeur des Services Fiscaux du département de l' Essonne par délégation du Préfet de l'Essonne. L'hypothèque légale du Trésor est requise en vertu de l'article 1929 Ter du CGI.							
AU PROFIT DE :		CRÉANCIER		I N S C R I P T I O N			
TRÉSOR PUBLIC, représenté par le Responsable du CFP de Chilly-Mazarin.							

CONTRE :

PROPRIÉTAIRE
GREVÉ

Monsieur ABICHOU Selim né le 14/02/1984 à Longjumeau (91), Directeur Technique , et son épouse
Madame JLIDI Haïfa née le 18/06/1986 à Zarzis (Tunisie), Assistante administrative, mariés sous le
régime de la communauté d'acquêts, débiteurs solidaires, demeurant ensemble 43 C Avenue Charles de
Gaulle 91380 Chilly-Mazarin.

SUR :

IMMEUBLE GREVÉ

Dans un ensemble immobilier sis 43A 43B 43C avenue Charles de Gaulle 91380 Chilly-Mazarin, cadastré
AH455 pour 16a 73ca

Lot 127 : bâtiment B, un appartement numéro B202 et droit à la jouissance d'une terrasse et d'un jardin et
les 176/10000èmes de la propriété du sol et des PCC

Lot 24 : au sous sol, un parking et les 10/10000èmes de la propriété du sol et des PCC

Lot 69 : au sous sol, une cave et les 2/10000èmes de la propriété du sol et des PCC

Mention de l'EDD/RCP du 09/11/2000 par Me HEUEL Notaire à Longjumeau publié le 07/12/2000
volume 2000P8817.

APPARTENANT À :		EFFET RELATIF
Suivant acte d'acquisition du 12/09/2014 reçu par Me MALTERRE-AURIACOMBE Notaire à Longjumeau publié le 09/10/2014 volume 2014P5977.		
POUR SÛRETÉ DE :		CRÉANCE GARANTIE
La somme de cinq mille trois cent soixante et onze euros et quatre vingt un centimes , somme restant due au titre des impôts privilégiés selon bordereau de situation joint, se décomposant comme suit :		
Principal :	5201,81	€
Majorations :	170,00	€
Frais :	0.00	€
soit au total :	5371,81	€
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES - RENVOIS		
Franchise de taxe prévue à l'article 845 du code général des impôts.		

CERTIFICATIONS

(Montant en capital de la créance garantie, conformité des bordereaux entre eux et identité du ou des propriétaires)

Le soussigné, Thierry ETHEVENIN, Responsable du CFP de Chilly-Mazarin 37 Avenue Charles de Gaulle 91380 Chilly-Mazarin, certifie exactement conformes les deux exemplaires du présent bordereau établi sur quatre pages d'écriture et approuve

Il certifie également que l'identité complète du ou des propriétaires telle qu'elle est indiquée ci-dessus lui a été régulièrement justifiée.

Il certifie également que le montant de la créance garantie figurant dans le bordereau n'est pas supérieur à celui figurant dans le (s) titre (s) générateurs de la sûreté ou de la créance.

À Chilly-Mazarin
Le Responsable du CFP Chilly-Mazarin
Thierry Ethevenin
Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques.

TRESORERIE
37 rue Ch. de Gaulle
B.P. 106
91380 CHILLY-MAZARIN Cedex
Tél. 01 69 79 59 79
Fax 01 69 79 59 79

LE 07/03/2017

PARTIE RÉSERVÉE AU CONSERVATEUR

DIRET

Border

DROITS : Néant

BUREAU DES
HYPOTHÈQUES

DÉ CSI : Néant

Droits : Néant

VOL

N°

EFFET JUSQU'AU :

PRINCIPAL :

TAXES :

ACCESSOIRES :

SALAIRES :

TOTAL

TOTAL

INSCRIPTION : de l'hypothèque légale du Trésor

☒ l'échéance ☐ la dernière
échéance

AYANT EFFET JUSQU'AU : vingt sept juin deux mille vingt sept

☐ est ☒ n'est pas

déterminée et future

EST REQUISE AVEC ÉLECTION DE DOMICILE À :

DOMICILE
ÉLUAu siège du SIP de Massy-Sud, 8 avenue de France 91744 MASSY Cédex, représenté par le
Responsable du SIP de Massy-Sud.

EN VERTU DE :

TITRE DU
CRÉANCIER

L'article 8 de l'ordonnance n° 5861379 du 29 Décembre 1958.

Rôles d'impôts directs régulièrement émis et rendus exécutoires par le Directeur des Services
Fiscaux du département de l'Essonne par délégation du Préfet de l'Essonne.

L'hypothèque légale du Trésor est requise en vertu de l'article 1929 Ter du CGI.

AU PROFIT DE :

CRÉANCIER

TRESOR PUBLIC, représenté par le Responsable du SIP de Massy-Sud.

I
O
NI
N
S
C
R
I
P
T
I
O
NI
N
S
C
R
I
P
T
I
O
N

CONTRE :

PROPRIÉTAIRE
GREVÉ

Monsieur ABICHOU Selim né le 14/02/1984 à Longjumeau (91), Directeur Technique, époux de Madame JLIDI Haifa , mariés sous le régime de la communauté d'acquêts, demeurant 43 C Avenue Charles de Gaulle 91380 Chilly-Mazarin. Sur parts et portions.

SUR :

IMMEUBLE GREVÉ

Sur parts et portions d'un bien dans un ensemble immobilier sis 41 43A 43B 43C avenue Charles de Gaulle 91380 Chilly-Mazarin, cadastré AH455 pour 16a 73ca.

Lot 127 : bâtiment B, un appartement et droit à la jouissance privative d'une terrasse et d'un jardin, et les 176/10000èmes de la propriété du sol et des PCG.

Lot 24 : au sous-sol un parking et les 10/10000èmes de la propriété du sol et des PCG.

Lot 69 : au sous-sol une cave et les 2/10000èmes de la propriété du sol et des PCG.

Mention de l'EDD/RCP du 09/11/2000 par Me HEUEL Notaire à Longjumeau publié le 07/12/2000 volume 2000P8817.

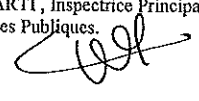
APPARTENANT À : Suivant acte d'acquisition du 12/09/2014 reçu par Me MALTERRE-AURIACOMBE Notaire à Longjumeau publié le 09/10/2014 volume 2014P5977.	EFFET RELATIF																
POUR SÛRETÉ DE : La somme de vingt deux mille neuf cent seize euros et quatre vingt dix huit centimes , somme restant due au titre des impôts privilégiés selon bordereau de situation joint, se décomposant comme suit :	CRÉANCE GARANTIE																
<table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 40%;">Principal :</td> <td style="width: 20%;">20910,98</td> <td style="width: 10%;">€</td> <td style="width: 30%;"></td> </tr> <tr> <td>Majorations :</td> <td>1203,00</td> <td>€</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Frais :</td> <td>803,00</td> <td>€</td> <td></td> </tr> <tr> <td colspan="4" style="padding-top: 10px;">soit au total : 22916,98 €</td> </tr> </table>	Principal :	20910,98	€		Majorations :	1203,00	€		Frais :	803,00	€		soit au total : 22916,98 €				
Principal :	20910,98	€															
Majorations :	1203,00	€															
Frais :	803,00	€															
soit au total : 22916,98 €																	
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES - RENVOIS																	
Franchise de taxe prévue à l'article 845 du code général des impôts.																	

CERTIFICATIONS

(Montant en capital de la créance garantie, conformité des bordereaux entre eux et identité du ou des propriétaires)
Le soussigné, Corine MARTI, Responsable du SIP de Massy-Sud, 8 avenue de France, 91744 Massy cedex, certifie exactement conformes les deux exemplaires du présent bordereau établi sur quatre pages d'écriture et approuve
Il certifie également que l'identité complète du ou des propriétaires telle qu'elle est indiquée ci-dessus lui a été régulièrement justifiée.
Il certifie également que le montant de la créance garantie figurant dans le bordereau n'est pas supérieur à celui figurant dans le (s) titre (s) générateurs de la sûreté ou de la créance.

SERVICE DES IMPÔTS
DES PARTICULIERS DE MASSY-SUD
RECouvreMENT
8 Avenue de France
91744 MASSY CEDEX
Tél. : 01 69 93 32 08
MASSY

Le Responsable du SIP de Massy-Sud
Corine MARTI, Inspectrice Principale
des Finances Publiques.



LE 27/06/2017

PARTIE RÉSERVÉE AU CONSERVATEUR

9104P02 2018 D N° 13039 HLEG		Date : 24/10/2018 Volume : 9104P02 2018 V N° 3384		I NSC RI PTI ON
BUREAU DES HYPOTHÈQUES		DROITS : Néant		
CSI : Néant		Droits : Néant		I NSC RI PTI ON
EFFET JUSQU'AU :	PRINCIPAL : ACCESSOIRES : TOTAL	TAXES : SALAIRES : TOTAL		
INSCRIPTION : de l'hypothèque légale du Trésor		<input checked="" type="checkbox"/> l'échéance <input type="checkbox"/> la dernière échéance <input type="checkbox"/> est <input checked="" type="checkbox"/> n'est pas		I NSC RI PTI ON
AYANT EFFET JUSQU'AU : vingt deux octobre deux mille vingt huit		déterminée et future		
EST REQUISE AVEC ÉLECTION DE DOMICILE À :			DOMICILE ÉLU	I NSC RI PTI ON
Au siège du CFP de Chilly-Mazarin, 37 Avenue Charles de Gaulle 91380 Chilly-Mazarin, représenté par le Responsable du CFP de Chilly-Mazarin.				
EN VERTU DE :			TITRE DU CRÉANCIER	
L'article 8 de l'ordonnance n° 5861379 du 29 Décembre 1958. Rôles d'impôts directs régulièrement émis et rendus exécutoires par le Directeur des Services Fiscaux du département de l'Essonne par délégation du Préfet de l'Essonne. L'hypothèque légale du Trésor est requise en vertu de l'article 1929 Ter du CGI.				
AU PROFIT DE :			CRÉANCIER	

TRESOR PUBLIC, représenté par le Responsable du CFP de Chilly-Mazarin.

CONTRE :

PROPRIÉTAIRE GREVÉ

Monsieur ABICHOU Selim né le 14/02/1984 à Longjumeau (91), Directeur Technique , et son épouse Madame JLIHI Haifa née le 18/06/1986 à Zarzis (Tunisie), Assistante administrative, mariés sous le régime de la communauté d'acquêts, débiteurs solidaires, demeurant ensemble 43 C Avenue Charles de Gaulle 91380 Chilly-Mazarin.

SUR :

IMMEUBLE GREVÉ

Dans un ensemble immobilier sis 43A 43B 43C avenue Charles de Gaulle 91380 Chilly-Mazarin, cadastré AH455 pour 16a 73ca

Lot 127 : bâtiment B, un appartement numéro B202 et droit à la jouissance d'une terrasse et d'un jardin et les 176/10000èmes de la propriété du sol et des PCG

Lot 24 : au sous sol, un parking et les 10/10000èmes de la propriété du sol et des PCG

Lot 69 : au sous sol, une cave et les 2/10000èmes de la propriété du sol et des PCG

Mention de l'EDD/RCP du 09/11/2000 par Me HEUEL Notaire à Longjumeau publié le 07/12/2000 volume 2000P8817.

PARTENANT À : Monsieur ABICHOU Selim né le 14/02/1984 à Longjumeau (91), Directeur Technique , et son épouse Madame JLIDI Haifa née le 18/06/1986 à Zarzis (Tunisie), suivant acte d'acquisition du 12/09/2014 reçu par Me MALTERRE-AURIACOMBE Notaire à Longjumeau publié le 09/10/2014 volume 2014P5977.	EFFET RELATIF																														
POUR SÛRETÉ DE : La somme de deux mille sept cent soixante quinze euros , somme restant due au titre des impôts privilégiés, se décomposant comme suit :	CRÉANCE GARANTIE																														
<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 40%;">TF 17 R 22101</td> <td style="width: 20%;">MER 31/08/2017</td> <td style="width: 40%; text-align: right;">798,00€</td> </tr> <tr> <td>Majoration</td> <td>15/10/2017</td> <td style="text-align: right;">80,00€</td> </tr> <tr> <td colspan="3"> </td> </tr> <tr> <td>TH 17 R 78001</td> <td>MER 31/10/2017</td> <td style="text-align: right;">909,00€</td> </tr> <tr> <td>Majoration</td> <td>15/12/2017</td> <td style="text-align: right;">91,00€</td> </tr> <tr> <td colspan="3"> </td> </tr> <tr> <td>TF 18 R 22101</td> <td>MER 31/08/2018</td> <td style="text-align: right;">815,00€</td> </tr> <tr> <td>Majoration</td> <td>15/10/2018</td> <td style="text-align: right;">82,00€</td> </tr> <tr> <td colspan="3"> </td> </tr> <tr> <td>soit au total :</td> <td></td> <td style="text-align: right;">2775,00 €</td> </tr> </table>		TF 17 R 22101	MER 31/08/2017	798,00€	Majoration	15/10/2017	80,00€				TH 17 R 78001	MER 31/10/2017	909,00€	Majoration	15/12/2017	91,00€				TF 18 R 22101	MER 31/08/2018	815,00€	Majoration	15/10/2018	82,00€				soit au total :		2775,00 €
TF 17 R 22101	MER 31/08/2017	798,00€																													
Majoration	15/10/2017	80,00€																													
TH 17 R 78001	MER 31/10/2017	909,00€																													
Majoration	15/12/2017	91,00€																													
TF 18 R 22101	MER 31/08/2018	815,00€																													
Majoration	15/10/2018	82,00€																													
soit au total :		2775,00 €																													
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES - RENVOIS																															
Franchise de taxe prévue à l'article 845 du code général des impôts.																															

CERTIFICATIONS

(Montant en capital de la créance garantie, conformité des bordereaux entre eux et identité du ou des propriétaires)

Le soussigné, Michel CEDRA, Responsable du CFP de Chilly-Mazarin 37 Avenue Charles de Gaulle 91380 Chilly-Mazarin, certifie exactement conformes les deux exemplaires du présent bordereau établi sur quatre pages d'écriture et approuve

Il certifie également que l'identité complète du ou des propriétaires telle qu'elle est indiquée ci-dessus lui a été régulièrement justifiée.

Il certifie également que le montant de la créance garantie figurant dans le bordereau n'est pas supérieur à celui figurant dans le (s) titre (s) générateurs de la sûreté ou de la créance.

À Chilly-Mazarin

Le Responsable du CFP Chilly-Mazarin


Michel CEDRA,

Inspecteur Divisionnaire

LE 22/10/2018



PARTIE RÉSERVÉE AU CONSERVATEUR

 REPUBLIQUE FRANÇAISE MINISTERE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES		N° 3267 - C 1. Document 1/2/2019	I N S C R I P T I O N
Bordereau d'inscription			
BUREAU DES HYPOTHÈQUES	9104P02 2019 D N° 3316 HLEG	Date : 07/03/2019 Volume : 9104P02 2019 V N° 865	I N S C R I P T I O N
EFFET JUSQU'AU :	DROITS : Néant CSI : Néant TOTAL		
		Droits : Néant	I N S C R I P T I O N
		TOTAL	
INSCRIPTION : de l'hypothèque légale du Trésor		<input checked="" type="checkbox"/> l'échéance la dernière échéance	I N S C R I P T I O N
AYANT EFFET JUSQU'AU : six mars mille neuf vingt neuf		<input checked="" type="checkbox"/> est déterminée et future <input checked="" type="checkbox"/> n'est pas	
EST REQUISE AVEC ÉLECTION DE DOMICILE À :		DOMICILE ELU	I N S C R I P T I O N
Au siège du CFP de Chilly-Mazarin, 37 Avenue Charles de Gaulle 91580 Chilly-Mazarin, représenté par le Responsable du CFP de Chilly-Mazarin.			
EN VERTU DE :		TITRE DU CRÉANCIER	I N S C R I P T I O N
L'article 8 de l'ordonnance n° 5861379 du 29 Décembre 1958. Rôles d'impôts directs régulièrement émis et rendus exécutoires par le Directeur des Services Fiscaux du département de l'Essonne par délégation du Préfet de l'Essonne. L'hypothèque légale du Trésor est requise en vertu de l'article 1929 Ter du CGI			
AU PROFIT DE :		CRÉANCIER	I N S C R I P T I O N
TRÉSOR PUBLIC, représenté par le Responsable du CFP de Chilly-Mazarin.			

CONTRE :

PROPRIÉTAIRE
GREVÉ

Monsieur ABICHOU Selim né le 14/02/1984 à Longjumeau (91), Directeur Technique, et son épouse Madame JILDI Haifa née le 18/06/1986 à Zarzis (Tunisie), Assistante administrative, mariés sous le régime de la communauté d'acquêts, débiteurs solidaires, demeurant ensemble 43 C Avenue Charles de Gaulle 91380 Chilly-Mazarin.

SUR :

IMMEUBLE GREVÉ

Dans un ensemble immobilier sis 43A 43B 43C, avenue Charles de Gaulle 91380 Chilly-Mazarin, cadastré AH455 pour 16a 73ca

Lot 127 : bâtiment B, un appartement numéro B202 et droit à la jouissance d'une terrasse et d'un jardin et les 176 10000èmes de la propriété du sol et des PCG

Lot 24 : au sous sol, un parking et les 10 10000èmes de la propriété du sol et des PCG

Lot 69 : au sous sol, une cave et les 2 10000èmes de la propriété du sol et des PCG

Mention de l'EDD/RCP du 09/11/2000 par Me HEUEL, Notaire à Longjumeau publié le 07/12/2000 volume 2000P8817.

APPARTENANT À : Suivant acte d'acquisition du 12/09/2014 reçu par Me MALTERRE-AURIACOMBE Notaire à Longjumeau publié le 09/10/2014 volume 2014P5977	EFFET RELATIF															
POUR SÛRETÉ DE : La somme de cinq mille trois cent soixante et onze euros et quatre vingt un centimes, somme restant due au titre des impôts privilégiés selon bordereau de situation joint, se décomposant comme suit :	CRÉANCE GARANTIE															
<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 60%;">Principal :</td> <td style="width: 20%; text-align: right;">933,00</td> <td style="width: 20%; text-align: right;">€</td> </tr> <tr> <td>Majorations :</td> <td style="text-align: right;">93,00</td> <td style="text-align: right;">€</td> </tr> <tr> <td>Frais :</td> <td style="text-align: right;">0,00</td> <td style="text-align: right;">€</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="padding-top: 10px;">soit au total :</td> </tr> <tr> <td></td> <td style="text-align: right;">1026,00</td> <td style="text-align: right;">€</td> </tr> </table>	Principal :	933,00	€	Majorations :	93,00	€	Frais :	0,00	€	soit au total :				1026,00	€	
Principal :	933,00	€														
Majorations :	93,00	€														
Frais :	0,00	€														
soit au total :																
	1026,00	€														
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES - RENVOIS																
Franchise de taxe prévue à l'article 845 du code général des impôts.																

CERTIFICATIONS

(Montant en capital de la créance garantie, conformité des bordereaux entre eux et identité du ou des propriétaires)
Le soussigné, Michel CEDRA, Responsable du CFP de Chilly-Mazarin 37 Avenue Charles de Gaulle 91380 Chilly-Mazarin, certifie exactement conformes les deux exemplaires du présent bordereau établi sur quatre pages d'écriture et approuve

Il certifie également que l'identité complète du ou des propriétaires telle qu'elle est indiquée ci-dessus lui a été régulièrement justifiée.

Il certifie également que le montant de la créance garantie figurant dans le bordereau n'est pas supérieur à celui figurant dans le (s) titre (s) générateurs de la sûreté ou de la créance.

À Chilly-Mazarin


LE 07/03/2010

✓ Le Responsable du CFP Chilly-Mazarin
Michel CEDRA,
Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques.

Michel CEDRA
Inspecteur des Finances Publiques



PARTIE RÉSERVÉE AU CONSERVATEUR

 BUREAU DES HYPOTHÈQUES		N° 3267 - C N. de la commune 91040	I NSC RI PTI ON
Bordereau d'inscription			
BUREAU DES HYPOTHÈQUES	9104P02 2019 D N° 3495 HLEG	Date : 11/03/2019 Volume : 9104P02 2019 V N° 917	I NSC RI PTI ON
EFFET JUSQU'AU :	DROITS : Néant CSI : Néant		
TOTAL		TOTAL	I NSC RI PTI ON
INSCRIPTION : de l'hypothèque légale du Trésor		<input checked="" type="checkbox"/> l'échéance la dernière <input type="checkbox"/> l'est n'est pas déterminée et future	
AYANT EFFET JUSQU'AU : six mars deux mille vingt neuf		DOMICILE ELU	I NSC RI PTI ON
EST REQUISE AVEC ÉLECTION DE DOMICILE À : Au siège du CFP de Chilly-Mazarin, 37 Avenue Charles de Gaulle 91380 Chilly-Mazarin représenté par le Responsable du CFP de Chilly-Mazarin.		TITRE DU CRÉANCIER	
EN VERTU DE : L'article 8 de l'ordonnance n° 5861379 du 29 Décembre 1958. Rôles d'impôts directs régulièrement émis et rendus exécutoires par le Directeur des Services Fiscaux du département de l'Essonne par délégation du Préfet de l'Essonne. L'hypothèque légale du Trésor est requise en vertu de l'article 1929 l'or du CGI.		CRÉANCIER	I NSC RI PTI ON
AU PROFIT DE :		CRÉANCIER	

TRESOR PUBLIC, représenté par le Responsable du CFP de Chilly-Mazarin.

CONTRE :

PROPRIÉTAIRE GREVÉ

Monsieur ABLOU Selim né le 14/02/1984 à Longjumeau (91), Directeur Technique, et son épouse Madame HADI Haifa née le 18/06/1986 à Zarzis (Tunisie), Assistante administrative, mariés sous le régime de la communauté d'acquêts, débiteurs solidaires, demeurant ensemble 43 C Avenue Charles de Gaulle 91380 Chilly-Mazarin.

SUR :

IMMEUBLE GREVÉ

Dans un ensemble immobilier sis 43A 43B 43C avenue Charles de Gaulle 91380 Chilly-Mazarin, cadastré A11455 pour 16a 73ca

Lot 127 : bâtiment B, un appartement numéro B202 et droit à la jouissance d'une terrasse et d'un jardin et les 176 10000èmes de la propriété du sol et des PCC

Lot 24 : au sous sol, un parking et les 10 10000èmes de la propriété du sol et des PCC

Lot 69 : au sous sol, une cave et les 2 10000èmes de la propriété du sol et des PCC

Mention de PF10 RCP du 09/11/2000 par Me HIRUEL Notaire à Longjumeau publié le 07/12/2000 volume 2000/8847.

PARTENANT À :	EFFET RELATIF
<p>Monsieur ABICHOU Selim né le 14/02/1984 à Longjumeau (91), Directeur Technique, et son épouse Madame JLIDI Haifa née le 18/06/1986 à Zarzis (Tunisie), suivant acte d'acquisition du 12-09-2014 reçu par Me MALTERRE-AURIACOMBE Notaire à Longjumeau publié le 09/10/2014 volume 2014P5977.</p>	
POUR SÛRETÉ DE :	CRÉANCE GARANTIE
<p>La somme de mille vingt six euros, somme restant due au titre des impôts privilégiés, se décomposant comme suit :</p> <p>Principal 933,00€</p> <p>Majorations 93,00€</p> <p>soit au total : 1026,00€</p>	
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES - RENVOIS	
<p>Franchise de taxe prévue à l'article 845 du code général des impôts.</p>	

CERTIFICATIONS

(Montant en capital de la créance garantie, conformité des bordereaux entre eux et identité du ou des propriétaires)

Le soussigné, Michel CEDRA, Responsable du CFP de Chilly-Mazarin 37 Avenue Charles de Gaulle 91380 Chilly-Mazarin, certifie exactement conformes les deux exemplaires du présent bordereau établi sur quatre pages d'écriture et approuve

Il certifie également que l'identité complète du ou des propriétaires telle qu'elle est indiquée ci-dessus lui a été régulièrement justifiée

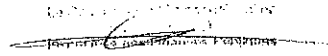
Il certifie également que le montant de la créance garantie figurant dans le bordereau n'est pas supérieur à celui figurant dans le (s) titre (s) générateurs de la sûreté ou de la créance.

A Chilly-Mazarin

LE 06 mars 2019

P/

Le Responsable du CFP Chilly-Mazarin
Michel CEDRA
Inspecteur Divisionnaire.





PARTIE RÉSERVÉE AU CONSERVATEUR

FORMULAIRE À IMPRIMER RECTO/VERSO

B		9104202 2020 D N° 12302 DERG	Date : 07/10/2020 Volume : 9104P02 2020 V N° 3351
Service de la publ foncière		DROITS : Néant	
Effet jusqu'au :	Droits : Néant		Total : Néant
Total : Néant		Total : Néant	
Inscription d'HYPOTHEQUE LEGALE DU TRESOR		<input type="checkbox"/> l'échéance <input type="checkbox"/> la dernière <input type="checkbox"/> est <input type="checkbox"/> n'est pas déterminée et future	
Ayant effet jusqu'au vingt-huit septembre deux mille trente			
Est requise avec élection de domicile à : Au siège du CFP de Chilly-Mazarin, 37 Avenue Charles de Gaulle 91300 Chilly-Mazarin, représenté par le Responsable du CFP de Chilly-Mazarin.			
En vertu de : Des rôles d'impôts directs régulièrement émis et rendus exécutoires par le Directeur Départemental des Finances Publiques de l'Essonne, agissant par délégation du Préfet de l'Essonne. L'inscription de l'hypothèque légale est légalement requise en vertu de l'article 1929 ter du code général des impôts.			
Au profit de : TRESOR PUBLIC, représenté par le Responsable du CFP de Chilly-Mazarin.			

(1) CSI : Contribution de sécurité immobilière.

Con tre :

Monsieur ABICHOU Selim né le 14/02/1984 à Longjumeau (91), Directeur Technique, et son épouse Madame JLIDI Haifa née le 18/06/1986 à Zarzis (Tunisie), Assistante administrative, mariés sous le régime de la communauté d'acquêts, débiteurs solidaires, demeurant ensemble 43 C Avenue Charles de Gaulle 91380 Chilly-Mazarin.

Sur :

Dans un ensemble immobilier sis 43A 43B 43C avenue Charles de Gaulle 91380 Chilly-Mazarin, cadastré AH455 pour 16a 73ca
Lot 127 : bâtiment B, un appartement numéro B202 et droit à la jouissance d'une terrasse et d'un jardin et les 76/10000èmes de la propriété du sol et des PCG
Lot 24 : au sous sol, un parking et les 10/10000èmes de la propriété du sol et des PCG
Lot 69 : au sous sol, une cave et les 2/10000èmes de la propriété du sol et des PCG
Mention de l'EDD/RCP du 09/11/2000 par Me HEUEL Notaire à Longjumeau publié le 07/12/2000 volume 2000P8817.

Appartenant à :

Monsieur ABICHOU Selim né le 14/02/1984 à Longjumeau (91), Directeur Technique , et son épouse Madame JLIDI Halfa née le 18/06/1986 à Zarzis (Tunisie), suivant acte d'acquisition du 12/09/2014 reçu par Me MALTERRE-AURIACOMBE Notaire à Longjumeau publié le 09/10/2014 volume 2014P5977.

Pour sûreté de :

Taxe Foncière 2019 (r22101) mise en recouvrement le 31/08/2019	829,00
Taxe d'Habitation 2019 (r78001) mis en recouvrement le 31/10/2019	433,00
Taxe Foncière 2020 (r22101) mise en recouvrement le 31/08/2020	839,00
Taxe d'Habitation 2020 (r77001) mis en recouvrement le 30/09/2020	138,00
Majoration 10%	126,00

Total ... 2.365,00 €

Franchise de taxe prévue à l'article 845 du code général des impôts.

Je soussigné M Michel CEDRA Responsable du CFP de Chilly-Mazarin 37 Avenue Charles de Gaulle 91380 Chilly-Mazarin, certifie exactement conforme entre eux les deux exemplaires du présent bordereau établi sur quatre pages et approuve.
Il certifie que l'identité complète du ou des propriétaires telle qu'elle est indiquée au cadre prévu à cet effet a été régulièrement justifiée. Il certifie également que le montant de la créance garantie figurant dans le bordereau n'est pas supérieur à celui figurant dans les générateurs de la sûreté ou de la créance.

À CHILLY-MAZARIN, le 28 / 09 / 2020.

Signature :

Cachet (le cas échéant) :

Lella KOCIK
Inspectrice des Finances Publiques

Le comptable pour délégation



PARTIE RÉSERVÉE AU SERVICE DE LA PUBLICITÉ FONCIÈRE

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et au règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification auprès du service chargé de la publicité foncière et d'un droit de réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

DROITS : Néant

Droits : Néant

CSI : 8,00 EUR

BORDEREAU D'INSCRIPTION			
Service de la publicité foncière		Dépôt	Date _____ Vol. _____ N° _____
Effet jusqu'au : _____	Principal : _____ €	Taxes : _____ €	
	Accessoires : _____ €	CSI ⁽¹⁾ : _____ €	
	Total : _____ €	Total : _____ €	
Inscription d'hypothèque légale		<input type="checkbox"/> l'échéance <input type="checkbox"/> la dernière échéance <input type="checkbox"/> est <input type="checkbox"/> n'est pas déterminée et future	
Ayant effet jusqu'au 14/10/2031			
Est requise avec élection de domicile à : Au cabinet de la AARPI CAP INSIGHT AVOCATS ASSOCIES, représentée par Maître Vanessa PERROT, 38 avenue Hoche 75008 PARIS			
En vertu de : L'article 19 de la loi du 10 juillet 1965 et d'un jugement du 13 juillet 2020 rendu par le Tribunal judiciaire d'Evry Courcouronnes, délivré le 24 novembre 2020 suivant exploit de Maître Thierry CORBEAUX, Huissier de Justice à PARIS (75008), membre de la SCP CALIPPE ET ASSOCIES.			
Au profit de : Le Syndicat des copropriétaires de la résidence "LE SEVIGNE à CHILLY-MAZARIN (91380), représenté par son Syndic en exercice, GAIA IMMOBILIER ADMINISTRATION DE BIENS, société par actions simplifiée au capital de 5.000,00 euros, inscrite au RCS de VERSAILLES sous le numéro 828 147 397, dont le siège social est situé sis 37 bis rue Paul Bert, 78500 SARTROUVILLE.			

(1) CSI : Contribution de sécurité immobilière.

Contre :**PROPRIETAIRES CREAN**

Monsieur ABICHOU Selim, né le 14/02/1984 à LONGJUMEAU (91), profession : inconnue, régime matrimonial : inconnu, domicilié sis 43 C Avenue Charles de Gaulle, 91380 CHILLY MAZARIN

Madame JLIDI épouse ABICHOU Hayfa, née le 18/06/1986 en TUNISIE (99), profession : inconnue, régime matrimonial : inconnu, domiciliée sis 43 C Avenue Charles de Gaulle, 91380 CHILLY MAZARIN.

DEBITEURS SOLIDAIRES**Sur :****IMMOBILIER CREAN**

Un ensemble immobilier situé à CHILLY-MAZARIN (91380 - ESSONNE), sis 41, 43A, 43B et 43C Avenue Charles de Gaulle, dénommé "Résidence LE SEVIGNE", et figurant au cadastre suivant la commune :

- Section AH numéro 455, 43B avenue Charles de Gaulle 91380 CHILLY-MAZARIN.

Lot numéro vingt-quatre (24), dans le bâtiment B, un parking sis au sous-sol et les 10/10000èmes de la propriété du sol et des parties communes générales,

Lot numéro soixante-neuf (69), dans le bâtiment B, une cave sis au sous-sol et les 2/10000èmes de la propriété du sol et des parties communes générales,

Lot numéro cent-vingt-sept (127), dans le bâtiment B, un appartement, escalier B2, numéro B202, au rez-de-chaussée, et les 176/10000èmes de la propriété du sol et des parties communes générales,

L'ensemble immobilier sus désigné a fait l'objet d'un état descriptif de division et règlement de copropriété établi aux termes d'un acte reçu par Maître Jean-Pierre HEUEL, notaire associé à PARIS, le 9 novembre 2000 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de CORBEIL 2 le 7 décembre 2000 (Volume 2000P n°8817)

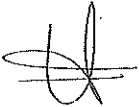

Ledit état de division - règlement de copropriété n'a pas été modifié depuis.

Appartenant à :

Monsieur ABICHOU Selim et Madame JLIDI épouse ABICHOU Hayfa, selon acte authentique de Maître Frédérique MALTERRE-AURIACOMBE, Notaire à LONGJUMEAU (91160) en date du 19 septembre 2014 et publié le 9 octobre 2014 volume 2014P numéro 5977.

Pour sûreté de :

La somme de huit-mille deux-cent-quatre-vingt-dix euros et deux centimes	8.290,02
8290,02 euros au titre des sommes dues et arrêtées au 1er octobre 2019,	
En ce comprises les charges de copropriétés impayées au 01/10/2019	
La somme de huit-cent euros (800 euros) au titre de dommages et intérêts	800,00
La somme de huit-cent euros (800 euros) au titre de l'article 700 du CPC	800,00
Frais, dépens et intérêts pour mémoire.	
Soit un total de neuf-mille huit-cent quatre-vingt-dix euros et deux centimes	
(9890,02 euros)	
Total ...	9.890,02 €

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES - RÉFÉRENCES	
CERTIFICATIONS	
<p>Je soussigné, Maître Vanessa PERROT, avocat associé, certifie exactement conformes au présent bordereau les deux exemplaires du présent bordereau établi sur 4 pages.</p> <p>Elle certifie que le montant du capital de la créance garantie figurant dans le présent bordereau n'est pas supérieur à celui figurant dans le titre générateur de la sûreté ou de la créance.</p> <p>Elle certifie également que l'identité complète des propriétaires telle qu'elle est indiquée au cadre prévu à cet effet, lui a été régulièrement justifiée au vu des documents publiés.</p>	
<p>A Paris le 14/10/21</p> <p>Signature :</p> 	<p>Cachet (le cas échéant) :</p>  <p>CAP-INSIGHT AVOCATS ASSOCIES 38, avenue Hoche - 75008 Paris contact@capinsightavocats.com Tél. : 01.84.79.20.45. SIRET 851 065 860 00012</p>
PARTIE RÉSERVÉE AU SERVICE DE LA PUBLICITÉ FONCIÈRE	

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et au règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification auprès du service chargé de la publicité foncière et d'un droit de réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Vente ABICHOU

Audience d'Orientation 21 septembre 2022

DIRE D'ANNEXION DU CERTIFICAT DE SUPERFICIE, DES DIAGNOSTICS
PERFORMANCE ENERGETIQUE, GAZ, ELECTRICITE, AINSI QUE L'ETAT
DES RISQUES ET POLLUTIONS ET L'ETAT DES NUISANCES SONORES
AERIENNES

L'an deux mil vingt deux et le

par-devant Nous Greffier du Tribunal Judiciaire d'EVERY-
COURCOURONNES, a comparu Me Charlotte GUITTARD membre de la
SCP DAMOISEAU & ASSOCIES – Avocat au Barreau de l'ESSONNE,
demeurant 13 rue des Mazières - 91050 EVERY COURCOURONNES
CEDEX, poursuivant la vente dont s'agit laquelle a dit :

annexer au présent cahier des conditions de vente le certificat de
superficie, les diagnostics performance énergétique, gaz, électricité,
ainsi que l'état des risques et pollutions et l'état des nuisances sonores
aériennes

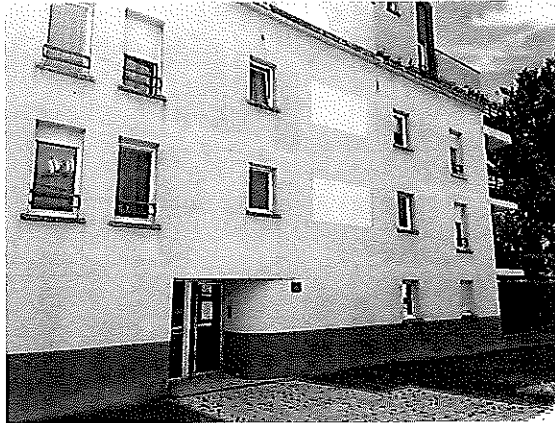
dont acte,

Et l'Avocat comparant a signé avec Nous Greffier après lecture.



Dossier Technique Immobilier

Numéro de dossier : R.22.418.CHILLY-MAZARIN.ABICHO
Date du repérage : 18/05/2022



Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :
Département : ... Essonne
Adresse : 43 C avenue Charles de Gaulle (Appt :
127 parking : 24 cave : 69)
Commune : 91380 CHILLY-MAZARIN

Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :
rdc face Lot numéro Appt : 127
parking : 24 cave : 69,

Périmètre de repérage :

Désignation du propriétaire

Désignation du client :
Nom et prénom : ... Mr ABICHO Selim Mme Haifa
ABICHO
Adresse : 43 C avenue Charles de Gaulle
91380 CHILLY-MAZARIN

Objet de la mission :

- | | | |
|--|--|--|
| <input type="checkbox"/> Dossier Technique Amiante | <input checked="" type="checkbox"/> Métrage (Loi Carrez) | <input checked="" type="checkbox"/> Etat des Installations électriques |
| <input type="checkbox"/> Constat amiante avant-vente | <input type="checkbox"/> Métrage (Loi Boutin) | <input type="checkbox"/> Diagnostic Technique (DTG) |
| <input type="checkbox"/> Dossier amiante Parties Privatives | <input type="checkbox"/> Exposition au plomb (CREP) | <input checked="" type="checkbox"/> Diagnostic énergétique |
| <input type="checkbox"/> Diag amiante avant travaux | <input type="checkbox"/> Exposition au plomb (DRIPP) | <input type="checkbox"/> Prêt à taux zéro |
| <input type="checkbox"/> Diag amiante avant démolition | <input type="checkbox"/> Diag Assainissement | <input type="checkbox"/> Diagnostic Ascenseur |
| <input type="checkbox"/> Etat relatif à la présence de termites | <input type="checkbox"/> Sécurité piscines | <input type="checkbox"/> Etat des lieux (Loi Scellier) |
| <input type="checkbox"/> Etat parasitaire | <input checked="" type="checkbox"/> Etat des Installations gaz | <input type="checkbox"/> Radon |
| <input checked="" type="checkbox"/> Etat des Risques et Pollutions (ERP) | <input type="checkbox"/> Plomb dans l'eau | <input type="checkbox"/> Accessibilité Handicapés |
| <input type="checkbox"/> Etat des lieux | <input type="checkbox"/> Sécurité Incendie | |



Résumé de l'expertise n° R.22.418.CHILLY-MAZARIN.ABICHOU

Cette page de synthèse ne peut être utilisée indépendamment du rapport d'expertise complet.



Désignation du ou des bâtiments
<p>Localisation du ou des bâtiments : Adresse : 43 C avenue Charles de Gaulle (Appt : 127 parking : 24 cave : 69) Commune : 91380 CHILLY-MAZARIN</p> <p>Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété : rdc face Lot numéro Appt : 127 parking : 24 cave : 69,</p> <p>Périmètre de repérage :</p>

	Prestations	Conclusion
	Gaz	L'installation comporte des anomalies de type DGI qui devront être réparées avant remise en service.
	Électricité	L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies pour laquelle ou lesquelles il est vivement recommandé d'agir afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).
	Etat des Risques et Pollutions	<p>Le bien n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques naturels</p> <p>Le bien n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques miniers</p> <p>Le bien n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques technologiques</p> <p>Zone sismique définie en zone 1 selon la réglementation parasismique 2011</p> <p>Aucun site pollué (ou potentiellement pollué) n'est répertorié par BASOL.</p> <p>Aucun site industriel ou activité de service n'est répertorié par BASIAS.</p>
	DPE	<div> <div>201 kWh/m²/an</div> <div>29 kg CO₂/m²/an</div> <div>D</div> </div>
	Mesurage	<p>Superficie Loi Carrez totale : 54,56 m²</p> <p>Surface au sol totale : 54,56 m²</p>



Certificat de superficie de la partie privative

Numéro de dossier : R.22.418.CHILLY-MAZARIN.ABICHO
Date du repérage : 18/05/2022
Heure d'arrivée : 12 h 49
Durée du repérage : 02 h 20

La présente mission consiste à établir la superficie de la surface privative des biens ci-dessous désignés, afin de satisfaire aux dispositions de la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) du 24 mars 2014 art. 54 II et V, de la loi n° 96/1107 du 18 décembre 1996, n°2014-1545 du 20 décembre 2014 et du décret n° 97/532 du 23 mai 1997, en vue de reporter leur superficie dans un acte de vente à intervenir, en aucun cas elle ne préjuge du caractère de décence ou d'habilité du logement.

Extrait de l'article 4-1 - La superficie de la partie privative d'un lot ou d'une fraction de lot, mentionnée à l'article 46 de la loi du 10 juillet 1965, est la superficie des planchers des locaux clos et couverts après déduction des surfaces occupées par les murs, cloisons, marches et cages d'escalier, gaines, embrasures de portes et de fenêtres. Il n'est pas tenu compte des planchers des parties des locaux d'une hauteur inférieure à 1,80 m.

Extrait Art.4-2 - Les lots ou fractions de lots d'une superficie inférieure à 8 mètres carrés ne sont pas pris en compte pour le calcul de la superficie mentionnée à l'article 4-1.

Désignation du ou des bâtiments <i>Localisation du ou des bâtiments :</i> Département : Essonne Adresse : 43 C avenue Charles de Gaulle (Appt : 127 parking : 24 cave : 69) Commune : 91380 CHILLY-MAZARIN Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété : rdc face Lot numéro Appt : 127 parking : 24 cave : 69,	Désignation du propriétaire <i>Désignation du client :</i> Nom et prénom : . Mr ABICHO Selim Mme Haifa ABICHO Adresse : 43 C avenue Charles de Gaulle 91380 CHILLY-MAZARIN
Donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) Nom et prénom : S.A. CREDIT FONCIER DE FRANCE (C.F.F.) Adresse : 182 avenue de France 75013 PARIS	Repérage Périmètre de repérage :
Désignation de l'opérateur de diagnostic Nom et prénom : Mihoubi Ariles Raison sociale et nom de l'entreprise : DIMM Diagnostic Immo Adresse : 10 Allée des Champs Elysées 91000 EVRY Numéro SIRET : 535 308 035 00026 Désignation de la compagnie d'assurance : ... MMA Numéro de police et date de validité : 114.231.812 - 31/12/2022	
Superficie privative en m² du ou des lot(s)	

Surface loi Carrez totale : 54,56 m² (cinquante-quatre mètres carrés cinquante-six)
Surface au sol totale : 54,56 m² (cinquante-quatre mètres carrés cinquante-six)

Résultat du repérageDate du repérage : **18/05/2022**Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage :
NéantListe des pièces non visitées :
Sous-Sol - Cave (Absence de clef)Représentant du propriétaire (accompagnateur) :
Sans accompagnateur

Tableau récapitulatif des surfaces de chaque pièce au sens Loi Carrez :

Parties de l'immeuble bâties visitées	Superficie privative au sens Carrez	Surface au sol	Commentaires
Rez de chaussée - Entrée	5,65	5,65	
Rez de chaussée - Séjour	19,54	19,54	
Rez de chaussée - Bureau	8,48	8,48	
Rez de chaussée - Cuisine	5,59	5,59	
Rez de chaussée - Wc	1,04	1,04	
Rez de chaussée - Salle d'eau	3,6	3,6	
Rez de chaussée - Chambre	10,66	10,66	

Superficie privative en m² du ou des lot(s) :**Surface loi Carrez totale : 54,56 m² (cinquante-quatre mètres carrés cinquante-six)****Surface au sol totale : 54,56 m² (cinquante-quatre mètres carrés cinquante-six)**Fait à **CHILLY-MAZARIN**, le **18/05/2022**Par : **Mihoubi Ariles**

Aucun document n'a été mis en annexe

Aucun schéma de repérage n'a été joint à ce rapport.

DPE Diagnostic de performance énergétique (logement)

N°ADEME : ADEME non défini
Etabli le : 18/05/2022
Valable jusqu'au : 17/05/2032

Ce document vous permet de savoir si votre logement est économe en énergie et préserve le climat. Il vous donne également des pistes pour améliorer ses performances et réduire vos factures. Pour en savoir plus : <https://www.ecologie.gouv.fr/diagnostic-performance-energetique-dpe>

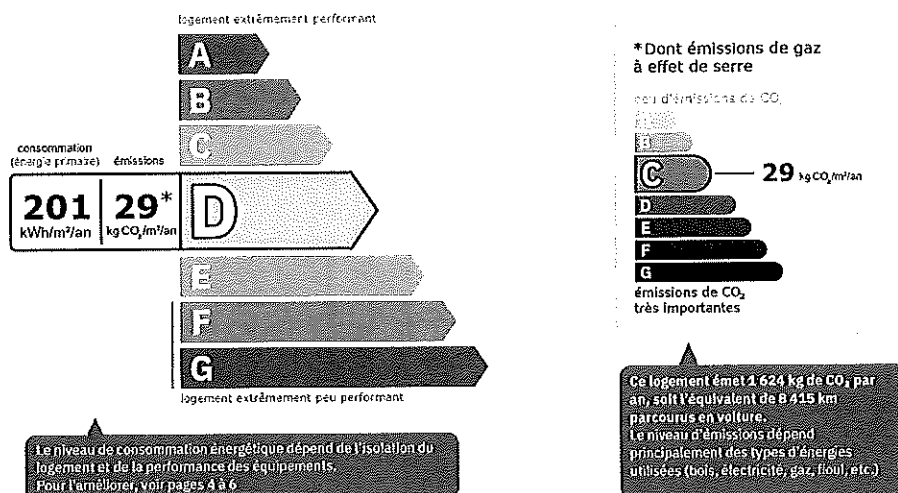


Adresse : 43 C avenue Charles de Gaulle
91380 CHILLY-MAZARIN
(rdc face, N° de lot: Appt : 127 parking : 24 cave : 69)

Type de bien : Appartement
Année de construction : 1999
Surface habitable : 54,56 m²

Propriétaire : Mr ABICHOU Selim Mme Haifa ABICHOU
Adresse : 43 C avenue Charles de Gaulle 91380 CHILLY-MAZARIN

Performance énergétique et climatique



Estimation des coûts annuels d'énergie du logement

Les coûts sont estimés en fonction des caractéristiques de votre logement et pour une utilisation standard sur 5 usages (chauffage, eau chaude sanitaire, climatisation, éclairage, auxiliaires) voir p.3 pour voir les détails par poste.



entre 900 € et 1 260 € par an

Prix moyens des énergies indexés au 1er janvier 2021 (abonnements compris)

Comment réduire ma facture d'énergie ? Voir p. 3

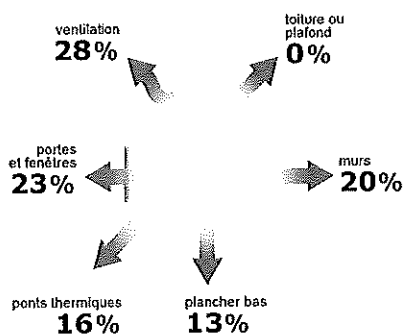
Informations diagnostiqueur

DIMM Diagnostic Immo
10 Allée des Champs Elysées
91000 EVRY
tel : 01.64.93.65.53

Diagnosticteur : Mihoubi Ariles
Email : contact@dimm-diag.fr
N° de certification : 12181027
Organisme de certification : BUREAU VERITAS
CERTIFICATION France



Outils Paramètres LOG2

Schéma des déperditions de chaleur**Performance de l'Isolation****TRÈS BONNE****Système de ventilation en place**

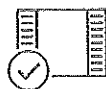
VMC SF Auto réglable de 1982 à 2000

Confort d'été (hors climatisation)***MOYEN**

Les caractéristiques de votre logement améliorant le confort d'été :



bonne inertie du logement



fenêtres équipées de volets extérieurs

Production d'énergies renouvelables

Ce logement n'est pas encore équipé de systèmes de production d'énergie renouvelable.

Diverses solutions existent :



pompe à chaleur



chauffe-eau thermodynamique



panneaux solaires photovoltaïques



panneaux solaires thermiques



géothermie








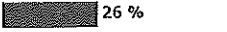







réseau de chaleur ou de froid vertueux



chauffage au bois

*Le niveau de confort d'été présenté ici s'appuie uniquement sur les caractéristiques de votre logement (la localisation n'est pas prise en compte).

Montants et consommations annuels d'énergie

Usage		Consommation d'énergie (en kWh énergie primaire)	Frais annuels d'énergie (fourchette d'estimation*)	Répartition des dépenses
 chauffage	 Gaz Naturel	6 607 (6 607 é.f.)	entre 560 € et 770 €	 61 %
 eau chaude	 Electrique	2 911 (1 266 é.f.)	entre 230 € et 320 €	 26 %
 refroidissement				0 %
 éclairage	 Electrique	237 (103 é.f.)	entre 10 € et 30 €	 2 %
 auxiliaires	 Electrique	1 258 (547 é.f.)	entre 100 € et 140 €	 11 %
énergie totale pour les usages recensés :		11 012 kWh (8 522 kWh é.f.)	entre 900 € et 1 260 € par an	

Pour rester dans cette fourchette d'estimation, voir les recommandations d'usage ci-dessous

Conventionnellement, ces chiffres sont donnés pour une température de chauffage de 19° réduite à 16°C la nuit ou en cas d'absence du domicile, une climatisation réglée à 28° (si présence de clim), et une consommation d'eau chaude de 101ℓ par jour.

é.f. → énergie finale

Prix moyens des énergies indexés au 1er janvier 2021 (abonnements compris)

▲ Seules les consommations d'énergie nécessaires au chauffage, à la climatisation, à la production d'eau chaude sanitaire, à l'éclairage et aux auxiliaires (ventilateurs, pompes) sont prises en compte dans cette estimation. Les consommations liées aux autres usages (électroménager, appareils électroniques...) ne sont pas comptabilisées.

▲ Les factures réelles dépendront de nombreux facteurs : prix des énergies, météo de l'année (hiver froid ou doux...), nombre de personnes dans le logement et habitudes de vie, entretien des équipements...

Recommandations d'usage pour votre logement

Quelques gestes simples pour maîtriser votre facture d'énergie :



Température recommandée en hiver → 19°C

Chauffer à 19°C plutôt que 21°C c'est -21% sur votre facture soit -178€ par an

Astuces

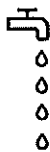
- Diminuez le chauffage quand vous n'êtes pas là.
- Chauffez les chambres à 17° la nuit.



Si climatisation, température recommandée en été → 28°C

Astuces

- Fermez les fenêtres et volets la journée quand il fait chaud.
- Aérez votre logement la nuit.



Consommation recommandée → 101ℓ/jour d'eau chaude à 40°C

41ℓ consommés en moins par jour, c'est -29% sur votre facture soit -114€ par an
Estimation faite par rapport à la surface de votre logement (1-2 personnes). Une douche de 5 minute = environ 40ℓ

Astuces

- Installez des mousseurs d'eau sur les robinets et un pommeau à faible débit sur la douche.
- Réduisez la durée des douches.








En savoir plus sur les bons réflexes d'économie d'énergie :
www.faire-construction.fr/reduire-les-factures-energie

Voir en annexe le descriptif détaillé du logement et de ses équipements

Vue d'ensemble du logement





	description	isolation
I I Murs	Mur en béton banché d'épaisseur ≤ 20 cm avec isolation intérieure donnant sur un local chauffé	
	Béton cellulaire avant 2013 d'épaisseur 15 cm avec isolation intérieure et répartie donnant sur un local chauffé	
	Mur en béton banché d'épaisseur ≤ 20 cm avec isolation intérieure (réalisée entre 1989 et 2000) donnant sur l'extérieur	
	Mur en béton banché d'épaisseur ≤ 20 cm avec isolation intérieure (réalisée entre 1989 et 2000) donnant sur des circulations avec ouverture directe sur l'extérieur	
— Plancher bas	Dalle béton donnant sur un garage privé collectif avec isolation intrinsèque ou en sous-face (réalisée entre 1989 et 2000)	
^ Toiture/plafond	Dalle béton non isolée donnant sur un local chauffé	très bonne
■ Portes et fenêtres	Porte(s) bois opaque pleine	
	Fenêtres battantes pvc, double vitrage	
	Fenêtres battantes bois, double vitrage	

Vue d'ensemble des équipements

	description
 Chauffage	Chaudière individuelle gaz standard installée entre 1991 et 2000 avec programmeur avec réduit. Emetteur(s): radiateur monotube sans robinet thermostatique
 Eau chaude sanitaire	Chauffe eau électrique instantané
 Climatisation	Néant
 Ventilation	VMC SF Auto réglable de 1982 à 2000
 Pilotage	Avec intermittence centrale avec minimum de température

Recommandations de gestion et d'entretien des équipements

Pour maîtriser vos consommations d'énergie, la bonne gestion et l'entretien régulier des équipements de votre logement sont essentiels.

	type d'entretien
 Eclairage	Eteindre les lumières lorsque personne n'utilise la pièce.
 Isolation	Faire vérifier les isolants et les compléter tous les 20 ans.
 Radiateur	Laisser les robinets thermostatiques en position ouverte en fin de saison de chauffe. Ne jamais placer un meuble devant un émetteur de chaleur. Purger les radiateurs s'il y a de l'air.
 Ventilation	Nettoyage et réglage de l'installation tous les 3 ans par un professionnel. Nettoyer régulièrement les bouches. Veiller à ouvrir les fenêtres de chaque pièce très régulièrement

Selon la configuration, certaines recommandations relèvent de la copropriété ou du gestionnaire de l'immeuble.

Recommandations d'amélioration de la performance



Des travaux peuvent vous permettre d'améliorer significativement l'efficacité énergétique de votre logement et ainsi de faire des économies d'énergie, d'améliorer son confort, de le valoriser et de le rendre plus écologique. Le pack ① de travaux vous permet de réaliser les travaux prioritaires, et le pack ② d'aller vers un logement très performant.






Si vous en avez la possibilité, il est plus efficace et rentable de procéder à une rénovation globale de votre logement (voir packs de travaux ③ + ④ ci-dessous). La rénovation performante par étapes est aussi une alternative possible (réalisation du pack ① avant le pack ②). Faites-vous accompagner par un professionnel compétent (bureau d'études, architecte, entreprise générale de travaux, groupement d'artisans...) pour préciser votre projet et coordonner vos travaux.



Les travaux essentiels




Montant estimé : 1900 à 2800€

Lot	Description	Performance recommandée
 Mur	Isolation des murs par l'intérieur. Avant d'isoler un mur, vérifier qu'il ne présente aucune trace d'humidité.	$R > 4,5 \text{ m}^2 \cdot \text{K/W}$
 Chauffage	Mettre à jour le système d'intermittence / Régulation	
 Ventilation	Installer une VMC hygroréglable type B et reprise de l'étanchéité à l'air de l'enveloppe	



Les travaux à envisager

Montant estimé : 8900 à 13300€

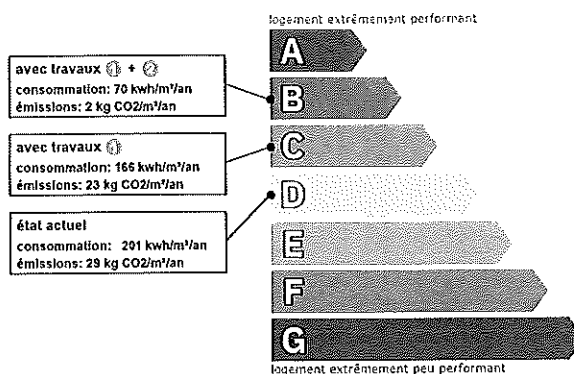
Lot	Description	Performance recommandée
 Chauffage	Remplacer le système de chauffage par une pompe à chaleur air/eau double service chauffage et ECS.	$\text{SCOP} = 4$
 Eau chaude sanitaire	Remplacer le système actuel par un appareil de type pompe à chaleur.	$\text{COP} = 3$
 Portes et fenêtres	Remplacer les fenêtres par des fenêtres double vitrage à isolation renforcée. △ Travaux à réaliser en lien avec la copropriété △ Travaux pouvant nécessiter une autorisation d'urbanisme	$U_w = 1,3 \text{ W/m}^2 \cdot \text{K}, S_w = 0,42$

Commentaires :

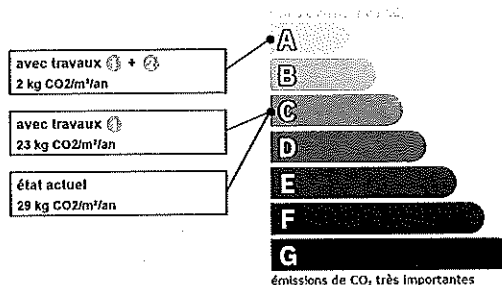
Néant

Recommandations d'amélioration de la performance (suite)

Évolution de la performance après travaux



Dont émissions de gaz à effet de serre



FAIRE
FAIRE le plus

Préparez votre projet !

Contactez le conseiller FAIRE le plus proche de chez vous pour des conseils gratuits et indépendants sur vos choix de travaux et artisans :

www.faire.fr/trouver-un-conseiller
ou 0808 800 700 (coût d'un appel local)

Vous pouvez bénéficier d'aides, de primes et de subventions pour vos travaux :

www.faire.fr/aides-de-financement

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Énergie
Solidarité
Précarité



Pour répondre à l'urgence climatique et environnementale, la France s'est fixée pour objectif d'ici 2050 de rénover l'ensemble des logements à un haut niveau de performance énergétique.

À court terme, la priorité est donnée à la suppression des énergies fortement émettrices de gaz à effet de serre (fioul, charbon) et à l'éradication des « passoires énergétiques » d'ici 2028.

Fiche technique du logement

Cette fiche liste les caractéristiques techniques du bien diagnostiqué renseignées par le diagnostiqueur pour obtenir les résultats présentés dans ce document. En cas de problème, contactez la personne ayant réalisé ce document ou l'organisme certificateur qui l'a certifiée (diagnostiqueurs.din.developpement-durable.gouv.fr).

Référence du logiciel validé : **LICIEL Diagnostics v4 [Moteur TribuEnergie: 1.4.23.7]**

Référence du DPE : **R.22.418.CHILLY-MAZARIN.ABICHOU**

Date de visite du bien : **18/05/2022**

Invariant fiscal du logement : **N/A**

Référence de la parcelle cadastrale :

Méthode de calcul utilisée pour l'établissement du DPE : **3CL-DPE 2021**

Numéro d'immatriculation de la copropriété : **N/A**

Justificatifs fournis pour établir le DPE :

Photographies des travaux

Notices techniques des équipements

Explications personnalisées sur les éléments pouvant amener à des différences entre les consommations estimées et les consommations réelles :

Néant

Généralités

Donnée d'entrée	Origine de la donnée	Valeur renseignée
Département	Ⓐ Observé / mesuré	91 Essonne
Type de bien	Ⓐ Observé / mesuré	Appartement
Année de construction	≈ Estimé	1999
Surface habitable du logement	Ⓐ Observé / mesuré	54,56 m²
Nombre de niveaux du logement	Ⓐ Observé / mesuré	1
Hauteur moyenne sous plafond	Ⓐ Observé / mesuré	2,5 m

Enveloppe

Donnée d'entrée	Origine de la donnée	Valeur renseignée
Mur 1 Nord	Surface du mur	Ⓐ Observé / mesuré 11 m²
	Type de local adjacent	Ⓐ Observé / mesuré un local chauffé
	Matériau mur	Ⓐ Observé / mesuré Mur en béton banché
	Épaisseur mur	Ⓐ Observé / mesuré ≤ 20 cm
	Isolation	Ⓐ Observé / mesuré oui
	Année isolation	📄 Document fourni 1989 - 2000
Mur 2 Sud	Surface du mur	Ⓐ Observé / mesuré 11 m²
	Type de local adjacent	Ⓐ Observé / mesuré un local chauffé
	Matériau mur	Ⓐ Observé / mesuré Béton cellulaire avant 2013
	Épaisseur mur	Ⓐ Observé / mesuré 15 cm
	Isolation	Ⓐ Observé / mesuré oui
	Année isolation	📄 Document fourni 1989 - 2000
Mur 3 Ouest	Surface du mur	Ⓐ Observé / mesuré 30 m²
	Type de local adjacent	Ⓐ Observé / mesuré l'extérieur
	Matériau mur	Ⓐ Observé / mesuré Mur en béton banché
	Épaisseur mur	Ⓐ Observé / mesuré ≤ 20 cm
	Isolation	Ⓐ Observé / mesuré oui
	Année isolation	📄 Document fourni 1989 - 2000
Mur 4 Est	Surface du mur	Ⓐ Observé / mesuré 30 m²
	Type de local adjacent	Ⓐ Observé / mesuré des circulations avec ouverture directe sur l'extérieur
	Surface Aiu	Ⓐ Observé / mesuré 30 m²
	Etat isolation des parois Aiu	Ⓐ Observé / mesuré non isolé

	Surface Aue	Ⓐ	Observé / mesuré	20 m²
	Etat isolation des parois Aue	Ⓐ	Observé / mesuré	non isolé
	Matériau mur	Ⓐ	Observé / mesuré	Mur en béton banché
	Epaisseur mur	Ⓐ	Observé / mesuré	≤ 20 cm
	Isolation	Ⓐ	Observé / mesuré	oui
	Année isolation	📄	Document fourni	1989 - 2000
	Surface de plancher bas	Ⓐ	Observé / mesuré	54,56 m²
	Type de local adjacent	Ⓐ	Observé / mesuré	un garage privé collectif
	Surface Aju	Ⓐ	Observé / mesuré	60 m²
	Etat isolation des parois Aju	Ⓐ	Observé / mesuré	non isolé
Plancher	Surface Aue	Ⓐ	Observé / mesuré	30 m²
	Etat isolation des parois Aue	Ⓐ	Observé / mesuré	non isolé
	Type de pb	Ⓐ	Observé / mesuré	Dalle béton
	Isolation: oui / non / inconnue	Ⓐ	Observé / mesuré	oui
	Année isolation	📄	Document fourni	1989 - 2000
	Surface de plancher haut	Ⓐ	Observé / mesuré	54,56 m²
Plafond	Type de local adjacent	Ⓐ	Observé / mesuré	un local chauffé
	Type de ph	Ⓐ	Observé / mesuré	Dalle béton
	Isolation	Ⓐ	Observé / mesuré	non
Fenêtre 1 Ouest	Surface de baies	Ⓐ	Observé / mesuré	3,66 m²
	Placement	Ⓐ	Observé / mesuré	Mur 3 Ouest
	Orientation des baies	Ⓐ	Observé / mesuré	Ouest
	Inclinaison vitrage	Ⓐ	Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	Ⓐ	Observé / mesuré	Fenêtres battantes
	Type menuiserie	Ⓐ	Observé / mesuré	PVC
	Type de vitrage	Ⓐ	Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air	Ⓐ	Observé / mesuré	12 mm
	Présence couche peu émissive	Ⓐ	Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	Ⓐ	Observé / mesuré	Air
	Positionnement de la menuiserie	Ⓐ	Observé / mesuré	au nu intérieur
	Retour isolation autour menuiserie	Ⓐ	Observé / mesuré	oui
	Largeur du dormant menuiserie	Ⓐ	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type volets	Ⓐ	Observé / mesuré	Volets roulants aluminium
	Type de masques proches	Ⓐ	Observé / mesuré	Absence de masque proche
Fenêtre 2 Ouest	Type de masques lointains	Ⓐ	Observé / mesuré	Absence de masque lointain
	Surface de baies	Ⓐ	Observé / mesuré	5,18 m²
	Placement	Ⓐ	Observé / mesuré	Mur 3 Ouest
	Orientation des baies	Ⓐ	Observé / mesuré	Ouest
	Inclinaison vitrage	Ⓐ	Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	Ⓐ	Observé / mesuré	Fenêtres battantes
	Type menuiserie	Ⓐ	Observé / mesuré	Bois
	Type de vitrage	Ⓐ	Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air	Ⓐ	Observé / mesuré	12 mm
	Présence couche peu émissive	Ⓐ	Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	Ⓐ	Observé / mesuré	Air
	Positionnement de la menuiserie	Ⓐ	Observé / mesuré	au nu Intérieur
	Retour isolation autour menuiserie	Ⓐ	Observé / mesuré	oui
	Largeur du dormant menuiserie	Ⓐ	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type volets	Ⓐ	Observé / mesuré	Volets roulants aluminium
	Type de masques proches	Ⓐ	Observé / mesuré	Absence de masque proche

Porte	Type de masques lointains	⤵	Observé / mesuré	Absence de masque lointain
	Surface de porte	⤵	Observé / mesuré	1,9 m²
	Placement	⤵	Observé / mesuré	Mur 4 Est
	Type de local adjacent	⤵	Observé / mesuré	des circulations avec ouverture directe sur l'extérieur
	Surface Aju	⤵	Observé / mesuré	30 m²
	Etat isolation des parois Aju	⤵	Observé / mesuré	non isolé
	Surface Ave	⤵	Observé / mesuré	20 m²
	Etat isolation des parois Ave	⤵	Observé / mesuré	non isolé
	Nature de la menuiserie	⤵	Observé / mesuré	Porte simple en bois
	Type de porte	⤵	Observé / mesuré	Porte opaque pleine
	Positionnement de la menuiserie	⤵	Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	⤵	Observé / mesuré	lp: 5 cm
Pont Thermique 1	Type PT	⤵	Observé / mesuré	Mur 3 Ouest / Plafond
	Type isolation	⤵	Observé / mesuré	ITI / non isolé
	Longueur du PT I	⤵	Observé / mesuré	12 m
Pont Thermique 2	Type PT	⤵	Observé / mesuré	Mur 3 Ouest / Plancher Int.
	Type isolation	⤵	Observé / mesuré	ITI / non isolé
	Longueur du PT I	⤵	Observé / mesuré	12 m

Systèmes

Donnée d'entrée		Origine de la donnée	Valeur renseignée
Ventilation	Type de ventilation	⤵	Observé / mesuré
	Année installation	📅	Document fourni
	Energie utilisée	⤵	Observé / mesuré
	Façades exposées	⤵	Observé / mesuré
	Logement Traversant	⤵	Observé / mesuré
Chauffage	Type d'installation de chauffage	⤵	Observé / mesuré
	Nombre de niveaux desservis	⤵	Observé / mesuré
	Type générateur	⤵	Observé / mesuré
	Année installation générateur	⤵	Observé / mesuré
	Energie utilisée	⤵	Observé / mesuré
	Cper (présence d'une ventouse)	⤵	Observé / mesuré
	Présence d'une ventouse	⤵	Observé / mesuré
	Chaudière murale	⤵	Observé / mesuré
	Présence d'une régulation/Ajust,T°	⤵	Observé / mesuré
	Fonctionnement		
	Présence ventilateur / dispositif circulation air dans circuit combustion	⤵	Observé / mesuré
	Type émetteur	⤵	Observé / mesuré
	Température de distribution	⤵	Observé / mesuré
	Année installation émetteur	⤵	Observé / mesuré
	Type de chauffage	⤵	Observé / mesuré
	Equipement intermittence	⤵	Observé / mesuré
Eau chaude sanitaire	Nombre de niveaux desservis	⤵	Observé / mesuré
	Type générateur	⤵	Observé / mesuré
	Année installation générateur	⤵	Observé / mesuré
	Energie utilisée	⤵	Observé / mesuré
	Chaudière murale	⤵	Observé / mesuré
	Type de distribution	⤵	Observé / mesuré
	Type de production	⤵	Observé / mesuré

Références réglementaires utilisées :

Article L134-4-2 du CCH, décret n° 2011-807 du 5 juillet 2011, arrêtés du 31 mars 2021, 8 octobre 2021 et du 17 juin 2021 relatif à la transmission des diagnostics de performance énergétique à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie et relatif à l'utilisation réglementaire des logiciels pour l'élaboration des diagnostics de performance énergétique, arrêtés du 21 octobre 2021 décret 2020-1610, 2020-1609, 2006-1114, 2008-1175 ; Ordonnance 2005-655 art L271-4 à 6 ; Loi 2004-1334 art L134-1 à 5 ; décret 2006-1147 art R.134-1 à 5 du CCH et loi grenelle 2 n°2010-786 du juillet 2010.

Notes : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par BUREAU VERITAS CERTIFICATION France - 9, cours du Triangle 92800 PUTEAUX (92062) (détail sur www.info-certif.fr)

Informations société : DIMM Diagnostic Immo 10 Allée des Champs Elysées 91000 EVRY
Tél. : 01.64.93.65.53 - N°SIREN : 535 308 035 00026 - Compagnie d'assurance : MMA n° 114.231.812



Etat de l'Installation Intérieure de Gaz

Numéro de dossier : R.22.418.CHILLY-MAZARIN.ABICHO
Norme méthodologique employée : AFNOR NF P 45-500 (Janvier 2013)
Date du repérage : 18/05/2022
Heure d'arrivée : 12 h 49
Durée du repérage : 02 h 20

La présente mission consiste à établir l'état de l'installation intérieure de gaz conformément à l'arrêté du 6 avril 2007 modifié, 18 novembre 2013 et 12 février 2014 afin d'évaluer les risques pouvant compromettre la sécurité des personnes, de rendre opérante une clause d'exonération de la garantie du vice caché, en application de l'article 17 de la loi n°2003-08 du 3 janvier 2003, modifié par l'ordonnance n°2005-655 du 8 juin 2005. Cet état de l'installation intérieure de gaz a une durée de validité de 3 ans. En aucun cas, il ne s'agit d'un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis de la réglementation en vigueur.

A. - Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :
Département : Essonne
Adresse : 43 C avenue Charles de Gaulle (Appt : 127 parking : 24 cave : 69)
Commune : 91380 CHILLY-MAZARIN
Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :
rdc face Lot numéro Appt : 127 parking : 24 cave : 69,
Type de bâtiment : Habitation (partie privative d'immeuble)
Nature du gaz distribué : Gaz naturel
Distributeur de gaz : GRDF
Installation alimentée en gaz : OUI

B. - Désignation du propriétaire

Désignation du propriétaire :
Nom et prénom : Mr ABICHOU Selim Mme Haifa ABICHO
Adresse : 43 C avenue Charles de Gaulle
91380 CHILLY-MAZARIN
Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre :
Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :
Autre
Nom et prénom : S.A. CREDIT FONCIER DE FRANCE (C.F.F.)
Adresse : 182 avenue de France
75013 PARIS
Titulaire du contrat de fourniture de gaz :
Nom et prénom : Mr ABICHOU Selim Mme Haifa ABICHO
Adresse : 43 C avenue Charles de Gaulle 91380 CHILLY-MAZARIN
N° de téléphone :
Références :

C. - Désignation de l'opérateur de diagnostic

Identité de l'opérateur de diagnostic :
Nom et prénom : Mihoubi Ariles
Raison sociale et nom de l'entreprise : DIMM Diagnostic Immo
Adresse : 10 Allée des Champs Elysées
91000 EVRY
Numéro SIRET : 535 308 035 00026
Désignation de la compagnie d'assurance : MMA
Numéro de police et date de validité : 114.231.812 - 31/12/2022
Certification de compétence 12181027 délivrée par : BUREAU VERITAS CERTIFICATION France, le 15/12/2021
Norme méthodologique employée : NF P 45-500 (Janvier 2013)

D. - Identification des appareils

Liste des installations intérieures gaz (Genre ⁽¹⁾ , marque, modèle)	Type ⁽²⁾	Puissance en kW	Localisation	Observations : (anomalie, taux de CO mesuré(s), motif de l'absence ou de l'impossibilité de contrôle pour chaque appareil concerné)
Chaudière e.i.m. leblanc	Raccordé	Non Visible	Rez de chaussée - Cuisine	Mesure CO : Non réalisée Photo : PhGaz001 Fonctionnement : Appareil à l'arrêt Entretien appareil : Non Entretien conduit : Non


- (1) Cuisinière, table de cuisson, chauffe-eaux, chaudière, radiateur,
(2) Non raccordé — Raccordé — Étanche.

Note : Nous vous rappelons l'obligation d'entretien des appareils et de contrôle de la vacuité des conduits de fumées.

Note 2 : Notre cabinet s'engage à retourner sur les lieux afin de compléter le constat aux installations non contrôlées, dès lors que les dispositions permettant un contrôle des installations concernées auront été prises par le propriétaire ou son mandataire.

Note 3 : Nous attirons votre attention sur le fait que la responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident sur tout ou partie de l'installation, contrôlée ou non.

E. - Anomalies identifiées

Points de contrôle ⁽³⁾ (selon la norme)	Anomalies observées (A1 ⁽⁴⁾ , A2 ⁽⁵⁾ , DGI ⁽⁶⁾ , 32c ⁽⁷⁾)	Libellé des anomalies et recommandations	Photos
C.23 - 28b Appareil raccordé - Présence de conduits	DGI	Le dispositif d'évacuation des produits de combustion est absent ou n'est manifestement pas un conduit de fumée. (Chaudière e.i.m. leblanc) Remarques : Absence de conduit de fumée ; Créer un conduit de fumée ou faire intervenir un installateur gaz qualifié afin de remplacer l'appareil existant par un appareil étanche Risque(s) constaté(s) : Risque d'intoxication au monoxyde de carbone (CO) causé par les produits de combustion	

(3) Point de contrôle selon la norme utilisée.

(4) A1 : L'installation présente une anomalie à prendre en compte lors d'une intervention ultérieure sur l'installation

(5) A2 : L'installation présente une anomalie dont le caractère de gravité ne justifie pas que l'on interrompe aussitôt la fourniture du gaz, mais est suffisamment importante pour que la réparation soit réalisée dans les meilleurs délais.

(6) DGI : (Danger Grave et Immédiat) L'installation présente une anomalie suffisamment grave pour que l'opérateur de diagnostic interrompe aussitôt l'alimentation en gaz jusqu'à suppression du ou des défauts constituant la source du danger.

(7) 32c : la chaudière est de type VMC GAZ et l'installation présente une anomalie relative au dispositif de sécurité collective (DSC) qui justifie une intervention auprès du syndic ou du bailleur social par le distributeur de gaz afin de s'assurer de la présence du dispositif, de sa conformité et de son bon fonctionnement.

Note : Nous vous rappelons que la responsabilité de l'opérateur de diagnostic est limitée aux points effectivement vérifiés et que les contrôles réalisés ne préjugent pas de la conformité de l'installation

F. - Identification des bâtiments et parties du bâtiment (pièces et volumes) n'ayant pu être contrôlés et motif :

Sous-Sol - Cave (Absence de clef)

Nota : Nous attirons votre attention sur le fait que la responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident sur tout ou partie de l'installation présente dans des bâtiments, parties du bâtiment n'ayant pu être contrôlés.

G. - Constatations diverses

Commentaires :

- ☐ Attestation de contrôle de moins d'un an de la vacuité des conduits de fumées non présentée
- ☐ Justificatif d'entretien de moins d'un an de la chaudière non présenté
- ☐ Le conduit de raccordement n'est pas visitable

Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage :
Néant

Observations complémentaires :
Néant

Conclusion :

- ☐ L'installation ne comporte aucune anomalie.
- ☐ L'installation comporte des anomalies de type A1 qui devront être réparées ultérieurement.
- ☐ L'installation comporte des anomalies de type A2 qui devront être réparées dans les meilleurs délais.
- ☒ L'installation comporte des anomalies de type DGI qui devront être réparées avant remise en service. **Tant que la (ou les) anomalie(s) DGI n'a (ont) pas été corrigée(s), en aucun cas vous ne devez rétablir l'alimentation en gaz de votre installation intérieure de gaz, de la partie d'installation intérieure de gaz, du (ou des) appareil(s) à gaz qui ont été isolé(s) et signalé(s) par la ou les étiquettes de condamnation.**
- ☐ L'installation comporte une anomalie 32c qui devra faire l'objet d'un traitement particulier par le syndic ou le bailleur social sous le contrôle du distributeur de gaz.

H. - Actions de l'opérateur de diagnostic en cas de DGI

- ☐ Fermeture totale avec pose d'une étiquette signalant la condamnation de l'installation de gaz
ou
- ☐ Fermeture partielle avec pose d'une étiquette signalant la condamnation d'un appareil ou d'une partie de l'installation
- ☐ Transmission au Distributeur de gaz par courrier des informations suivantes :
 - référence du contrat de fourniture de gaz, du Point de Comptage Estimation, du Point de Livraison ou du numéro de compteur ;
 - codes des anomalies présentant un Danger Grave et Immédiat (DGI).
- ☐ Remise au client de la « fiche informative distributeur de gaz » remplie.

I. - Actions de l'opérateur de diagnostic en cas d'anomalie 32c

- ☐ Transmission au Distributeur de gaz par courrier de la référence du contrat de fourniture de gaz, du Point de Comptage Estimation, du Point de Livraison ou du numéro de compteur ;
- ☐ Remise au syndic ou au bailleur social de la « fiche informative distributeur de gaz » remplie. ;

Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **BUREAU VERITAS CERTIFICATION France - 9, cours du Triangle 92800 PUTEAUX (92062)** (détail sur www.info-certif.fr)

Dates de visite et d'établissement de l'état de l'installation gaz :

Visite effectuée le **18/05/2022**.

Fait à **CHILLY-MAZARIN**, le **18/05/2022**

Par : **Mihoubi Ariles**




Signature du représentant :



Annexe - Croquis de repérage

Aucun schéma de repérage n'a été joint à ce rapport.

Annexe - Photos

	<p>Photo n° PhGaz001 Localisation : Rez de chaussée - Cuisine Chaudière e.l.m. leblanc (Type : Raccordé)</p>
--	--

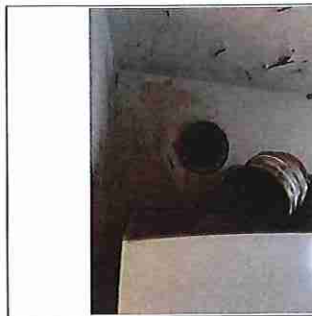


Photo n° PhGaz002
28b : Le dispositif d'évacuation des produits de combustion est absent ou n'est manifestement pas un conduit de fumée. Absence de conduit de fumée; Créer un conduit de fumée ou faire intervenir un installateur gaz qualifié afin de remplacer l'appareil existant par un appareil étanche

Annexe - Règles élémentaires de sécurité et d'usage à respecter (liste non exhaustive)

Les accidents dus aux installations gaz, tout en restant peu nombreux, sont responsables d'un nombre important de victimes. La vétusté des installations, l'absence d'entretien des appareils et certains comportements imprudents sont des facteurs de risque : 98 % des accidents, fuites et explosions sont recensés dans les installations intérieures. Les intoxications oxycarbonées et les explosions font un grand nombre de victimes qui décèdent ou gardent des séquelles et handicaps à long terme.

Quels sont les moyens de prévention des accidents liés aux installations intérieures gaz ?

Pour prévenir les accidents liés aux installations intérieures gaz, il est nécessaire d'observer quelques règles de base :

- Renouvelez le tuyau de raccordement de la cuisinière ou de la bouteille de gaz régulièrement et dès qu'il est fissuré,
- Faire ramoner les conduits d'évacuation des appareils de chauffage et de cheminée régulièrement,
- Faire entretenir et contrôler régulièrement les installations intérieures de gaz par un professionnel.

Mais il s'agit également d'être vigilant, des gestes simples doivent devenir des automatismes :

- ne pas utiliser les produits aérosols ou les bouteilles de camping-gaz dans un espace confiné, près d'une source de chaleur,
- fermer le robinet d'alimentation de votre cuisinière après chaque usage et vérifiez la date de péremption du tuyau souple de votre cuisinière ou de votre bouteille de gaz,
- assurer une bonne ventilation de votre logement, n'obstruer pas les bouches d'aération,
- sensibiliser les enfants aux principales règles de sécurité des appareils gaz.

Quelle conduite adopter en cas de fuite de gaz ?

Lors d'une fuite de gaz, il faut éviter tout risque d'étincelle qui entraînerait une explosion :

- ne pas allumer la lumière, ni toucher aux interrupteurs, ni aux disjoncteurs,
- ne pas téléphoner de chez vous, que ce soit avec un téléphone fixe ou un portable,
- ne pas prendre l'ascenseur mais les escaliers,
- une fois à l'extérieur, prévenir les secours

Pour aller plus loin : <http://www.developpement-durable.gouv.fr>



Etat de l'Installation Interieure d'Electricite

Numéro de dossier : R.22.418.CHILLY-MAZARIN.ABICHO
Norme méthodologique employée : AFNOR NF C 16-600 (juillet 2017)
Date du repérage : 18/05/2022
Heure d'arrivée : 12 h 49
Durée du repérage : 02 h 20

La présente mission consiste, suivant l'arrêté du 28 septembre 2017 et du 4 avril 2011, à établir un état de l'installation électrique, en vue d'évaluer les risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes. (Application des articles L. 134-7, R134-10 et R134-11 du code de la construction et de l'habitation). En aucun cas, il ne s'agit d'un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis de la réglementation en vigueur. Cet état de l'installation intérieure d'électricité a une durée de validité de 3 ans.

A. - Désignation et description du local d'habitation et de ses dépendances

Localisation du local d'habitation et de ses dépendances :
Type d'immeuble : **Appartement**
Adresse : **43 C avenue Charles de Gaulle (Appt : 127 parking : 24 cave : 69)**
Commune : **91380 CHILLY-MAZARIN**
Département : **Essonne**
Référence cadastrale : , identifiant fiscal : NC
Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :
..... **rdc face Lot numéro Appt : 127 parking : 24 cave : 69,**
Périmètre de repérage :
Année de construction : **< 1997**
Année de l'installation : **< 1997**
Distributeur d'électricité : **ENEDIS**
Parties du bien non visitées : **Sous-Sol - Cave (Absence de clef)**

B. - Identification du donneur d'ordre

Identité du donneur d'ordre :
Nom et prénom : **S.A. CREDIT FONCIER DE FRANCE (C.F.F.)**
Adresse : **182 avenue de France**
..... **75013 PARIS**
Téléphone et adresse Internet : **Non communiqués**
Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : **Autre**
Propriétaire du local d'habitation et de ses dépendances :
Nom et prénom : **Mr ABICHO Selim Mme Haifa ABICHO**
Adresse : **43 C avenue Charles de Gaulle**
..... **91380 CHILLY-MAZARIN**

C. - Identification de l'opérateur ayant réalisé l'intervention et signé le rapport

Identité de l'opérateur de diagnostic :
Nom et prénom : **Mihoubi Ariles**
Raison sociale et nom de l'entreprise : **DIMM Diagnostic Immo**
Adresse : **10 Allée des Champs Elysées**
..... **91000 EVRY**
Numéro SIRET : **535 308 035 00026**
Désignation de la compagnie d'assurance : **MMA**
Numéro de police et date de validité : **114.231.812 - 31/12/2022**
Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **BUREAU VERITAS CERTIFICATION**
France le 25/10/2021 jusqu'au 24/10/2028. (Certification de compétence 12181027)

D. - Rappel des limites du champ de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production ou de stockage par batteries d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- > les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- > les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- > inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits ;

E. - Synthèse de l'état de l'installation intérieure d'électricité

E.1. Anomalies et/ou constatations diverses relevées

- ☐ L'installation intérieure d'électricité ne comporte **aucune anomalie** et ne fait pas l'objet de constatations diverses.
- ☐ L'installation intérieure d'électricité ne comporte **aucune anomalie**, mais fait l'objet de **constatations diverses**.
- ☒ L'installation intérieure d'électricité **comporte une ou des anomalies**. Il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt). L'installation ne fait pas l'objet de constatations diverses.
- ☐ L'installation intérieure d'électricité **comporte une ou des anomalies**. Il est recommandé au propriétaire de les supprimer en consultant dans les meilleurs délais un installateur électricien qualifié afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt). L'installation fait également l'objet de **constatations diverses**.



E.2. Les domaines faisant l'objet d'anomalies sont :

- ☐ 1. L'appareil général de commande et de protection et de son accessibilité.
- ☐ 2. La protection différentielle à l'origine de l'installation électrique et sa sensibilité appropriée aux conditions de mise à la terre.
- ☐ 3. La prise de terre et l'installation de mise à la terre.
- ☐ 4. La protection contre les surintensités adaptée à la section des conducteurs, sur chaque circuit.
- ☐ 5. La liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche.
- ☐ 6. Les règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche.
- ☒ 7. Des matériels électriques présentant des risques de contacts directs.
- ☐ 8.1 Des matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage.
- ☒ 8.2 Des conducteurs non protégés mécaniquement.
- ☐ 9. Des appareils d'utilisation situés dans les parties communes et alimentés depuis la partie privative ou des appareils d'utilisation situés dans la partie privative et alimentés depuis les parties communes.
- ☐ 10. La piscine privée ou le bassin de fontaine.

E.3. Les constatations diverses concernent :

- ☐ Des installations, parties d'installations ou spécificités non couvertes par le présent diagnostic.
- ☐ Des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés.
- ☐ Des constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement.

F. - Anomalies identifiées

N° Article (1)	Libellé et localisation (*) des anomalies	N° Article (2)	Libellé des mesures compensatoires (3) correctement mises en œuvre	Photos
B7.3 d	L'installation électrique comporte au moins une connexion avec une partie active nue sous tension accessible. Remarques : Présence de connexion de matériel électrique présentant des parties actives nues sous tension ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les matériels présentant des parties actives nues sous tension			
B8.3 e	Au moins un conducteur isolé n'est pas placé sur toute sa longueur dans un conduit, une goulotte ou une plinthe ou une huisserie, en matière isolante ou métallique, jusqu'à sa pénétration dans le matériel électrique qu'il alimente. Remarques : Présence de conducteurs électriques non protégés mécaniquement ; Faire intervenir un électricien qualifié afin d'installer des protections mécanique sur les conducteurs non protégés			

(1) Référence des anomalies selon la norme ou la spécification technique utilisée.

(2) Référence des mesures compensatoires selon la norme ou la spécification technique utilisée.

(3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le numéro d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués en regard de l'anomalie concernée.

(*) Avertissement : la localisation des anomalies n'est pas exhaustive. Il est admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle. Toutefois, cet avertissement ne concerne pas le test de déclenchement des dispositifs différentiels.

G.1. - Informations complémentaires

Article (1)	Libellé des informations
B11 a1	L'ensemble de l'installation électrique est protégé par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité inf. ou égal à 30 mA.
B11 b1	L'ensemble des socles de prise de courant est de type à obturateur.
B11 c1	L'ensemble des socles de prise de courant possède un puits de 15 mm.

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme ou la spécification technique utilisée.

G.2. - Constatations diverses

Constatation type E1. - Installations, partie d'installation ou spécificités non couvertes

Néant

Constatation type E2. - Points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés

N° Article (1)	Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés selon norme NF C 16-600 - Annexe C	Motifs
----------------	--	--------

N° Article (1)	Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés selon norme NF C 16-600 - Annexe C	Motifs
Néant	-	

(1) Référence des constatations diverses selon la norme ou la spécification technique utilisée.

Constatation type E3. - Constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement

Néant

H. - Identification des parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification :

Sous-Sol - Cave (Absence de clef)

Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par BUREAU VERITAS CERTIFICATION France - 9, cours du Triangle 92800 PUTEAUX (92062) (détail sur www.info-certif.fr)

Dates de visite et d'établissement de l'état :
Visite effectuée le : 18/05/2022
Etat rédigé à CHILLY-MAZARIN, le 18/05/2022

Par : Mihoubi Ariles



Signature du représentant :

--

I. - Objectif des dispositions et description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées

Correspondance avec le domaine d'anomalies (1)	Objectif des dispositions et description des risques encourus
B.1	Appareil général de commande et de protection : Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement, permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique. Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie ou d'intervention sur l'installation électrique.
B.2	Protection différentielle à l'origine de l'installation : Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
B.3	Prise de terre et installation de mise à la terre : Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte. L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
B.4	Protection contre les surintensités : Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits. L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.
B.5	Liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche : Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux. Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
B.6	Règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche : Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.
B.7	Matériels électriques présentant des risques de contact direct : Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés...) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.
B.8	Matériels électriques vétustes ou inadaptés à l'usage : Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.
B.9	Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis les parties privatives : Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.
B.10	Piscine privée ou bassin de fontaine : Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou au bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

(1) Référence des anomalies selon la norme ou spécification technique utilisée.

J. - Informations complémentaires


Correspondance avec le groupe d'informations (1)	Objectif des dispositions et description des risques encourus
B.11	Dispositif(s) différentiel(s) à haute sensibilité protégeant l'ensemble de l'installation électrique : L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution. Socles de prise de courant de type à obturateurs : Socles de prise de courant de type à obturateurs : l'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ou l'électrisation, voire l'électrocution. Socles de prise de courant de type à puits : La présence d'un puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiche mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme ou spécification technique utilisée.

Annexe - Croquis de repérage

Aucun schéma de repérage n'a été joint à ce rapport.

Annexe - Photos

	<p>Photo n° PhEle001 B11 a1 L'ensemble de l'installation électrique est protégée par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité inf. ou égal à 30 mA.</p>
	<p>Photo PhEle002 Libellé de l'anomalie : B8.3 e Au moins un conducteur isolé n'est pas placé sur toute sa longueur dans un conduit, une goulotte ou une plinthe ou une huisserie, en matière isolante ou métallique, jusqu'à sa pénétration dans le matériel électrique qu'il alimente. Remarques : Présence de conducteurs électriques non protégés mécaniquement ; Faire intervenir un électricien qualifié afin d'installer des protections mécaniques sur les conducteurs non protégés</p>
	<p>Photo PhEle003 Libellé de l'anomalie : B7.3 d L'installation électrique comporte au moins une connexion avec une partie active nue sous tension accessible. Remarques : Présence de connexion de matériel électrique présentant des parties actives nues sous tension ; Faire intervenir un électricien qualifié afin de remplacer les matériels présentant des parties actives nues sous tension</p>

Recommandations relevant du devoir de conseil de professionnel

Néant

Règles élémentaires de sécurité et d'usage à respecter (liste non exhaustive)

L'électricité constitue un danger invisible, inodore et silencieux et c'est pourquoi il faut être vigilant quant aux risques qu'elle occasionne (incendie, électrisation, électrocution). Restez toujours attentif à votre installation électrique, vérifiez qu'elle soit et reste en bon état.

Pour limiter les risques, il existe des moyens de prévention simples :

- Ne jamais manipuler une prise ou un fil électrique avec des mains humides
- Ne jamais tirer sur un fil électrique pour le débrancher
- Débrancher un appareil électrique avant de le nettoyer
- Ne jamais toucher les fiches métalliques d'une prise de courant
- Ne jamais manipuler un objet électrique sur un sol humide ou mouillé



Etat des risques et pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité et pollution des sols
Résumé de l'expertise n° R.22.418.CHILLY-MAZARIN.ABICHOU

Numéro de dossier : R.22.418.CHILLY-MAZARIN.ABICHOU
Date de la recherche : 18/05/2022
Date de fin de validité : 17/11/2022



Désignation du ou des bâtiments

Adresse : 43 C avenue Charles de Gaulle (Appt : 127 parking : 24 cave : 69)
Commune : 91360 CHILLY-MAZARIN
Section cadastrale :
Coordonnées GPS :

Exposition aux risques

A la commune			A l'immeuble	
Exposition aux risques	Plan de prévention	Etat	Exposé	Travaux réalisés
Risque sismique niveau 1 : Très faible--			Oui	
Commune à potentiel radon de niveau 3			Non	



Etat des risques et pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et pollution des sols
Attention ... s'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner l'immeuble, ne sont pas mentionnés par cet état.
Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être en annexe d'un contrat de vente ou de location d'un immeuble
Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral
n° 194 du 20/11/2006 mis à jour le N/A

Adresse de l'immeuble 43 C avenue Charles de Gaulle
code postal ou Insee 91380 commune CHILLY-MAZARIN
(Appt : 127 parking : 24 cave : 69)

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques naturels (PPRN)

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR N oui ☐ non ☒
prescrit ☐ anticipé ☐ approuvé ☐ date
Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :
Inondation ☐ Crue torrentielle ☐ Mouvement de terrain ☐ Avalanche ☐
Sécheresse ☐ Cyclone ☐ Remontée de nappe ☐ Feux de forêt ☐
Séisme ☐ Volcan ☐ Autre

Extraits des documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN oui ☐ non ☒
Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés oui ☐ non ☐

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques miniers (PPRM)

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR M oui ☐ non ☒
prescrit ☐ anticipé ☐ approuvé ☐ date
Si oui, les risques miniers pris en considération sont liés à :
Mouvements de terrain ☐ Autre

Extraits des documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPR miniers oui ☐ non ☒
Si oui, les travaux prescrits par le règlement du ou des PPR miniers ont été réalisés oui ☐ non ☐

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT)

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRT prescrit et non encore approuvé oui ☐ non ☒
Si oui, les risques technologiques pris en considération dans l'arrêté de prescription sont liés à :
Effet toxique ☐ Effet thermique ☐ Effet de surpression ☐

L'immeuble est situé dans le périmètre d'exposition aux risques d'un PPRT approuvé oui ☐ non ☒
Extraits des documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

L'immeuble est situé en secteur d'expropriation ou de déloissement ☐ ☐
L'immeuble est situé en zone de prescription oui ☐ non ☒
Si la transaction concerne un logement, les travaux prescrits ont été réalisés oui ☐ non ☐
Si la transaction ne concerne pas un logement, l'information sur le type de risques auxquels l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente ou au contrat de location oui ☐ non ☐

Situation de l'immeuble au regard du zonage sismique réglementaire

L'immeuble se situe dans une commune de sismicité classée en très faible ☒ faible ☐ modérée ☐ moyenne ☐ forte ☐
Zone 1 ☒ zone 2 ☐ zone 3 ☐ zone 4 ☐ zone 5 ☐

Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire à potentiel radon

L'immeuble se situe dans une commune à potentiel radon de niveau 3 oui ☐ non ☒

Information relative à la pollution des sols

Le terrain est situé en secteur d'information sur les sols (SIS) oui ☐ non ☒

Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe N/M/T*

L'information est mentionnée dans l'acte de vente * catastrophe naturelle minière ou technologique oui ☐ non ☒

Vendeur - Bailleur Date / Lieu Acquéreur - Locataire
Mr ABICHOU Selim Mme Haïfa CHILLY-MAZARIN / 18/05/2022
ABICHOU

QUI, QUAND ET COMMENT REMPLIR L'ETAT DES SERVITUDES RISQUES ET D'INFORMATION SUR LES SOLS ?

Quand remplir l'état des servitudes risques et d'information sur les sols ?

- Au terme des articles L. 125-5 et R. 125-23 à 27 du Code de l'environnement, les acquéreurs ou locataires de bien immobilier, de toute nature, doivent être informés par le vendeur ou le bailleur, qu'il s'agisse ou non d'un professionnel de l'immobilier, de l'existence des risques auxquels ce bien est exposé.

Un état des risques, fondé sur les informations transmises par le Préfet de département ou maire de la commune où est situé le bien, doit être en annexe de tout type de contrat de location écrit, de la réservation pour une vente en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente de ce bien immobilier qu'il soit bâti ou non bâti.

Comment remplir l'état des servitudes risques et d'information sur les sols ?

- L'état des servitudes risques et d'information sur les sols est obligatoire lors de toute transaction immobilière en annexe de tout type de contrat de location écrit, de réservation d'un bien en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente.

Quelles sont les obligations des collectivités ?

- Cette obligation d'information s'applique dans chacune des communes dont la liste est onétée par le Préfet du département, pour les biens immobiliers bâtis ou non bâtis situés :

1. dans le périmètre d'exposition aux risques défini par un plan de prévention des risques technologiques ayant fait l'objet d'une approbation par le Préfet ;
2. dans une zone exposée aux risques délimitée par un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé par le Préfet ou dont certaines dispositions ont été rendues immédiatement opposables en application du code de l'environnement (article L. 562-2) ;
3. dans le périmètre mis à l'étude dans le cadre de l'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques ou d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit par le Préfet ;
4. dans une des zones de sismicité 2, 3, 4 ou 5 mentionnées par les articles R563-4 et D563-B-1 du code de l'environnement ;
5. dans un secteur d'information sur les sols

NB : Le terme bien immobilier s'applique à toute construction individuelle ou collective, à tout terrain, parcelle ou ensemble des parcelles configurées appartenant à un même propriétaire ou à une même indivision.

Quelles sont les obligations des préfets ?

- Pour chaque commune concernée, le préfet du département arrête :
 - la liste des terrains présentant une pollution ;
 - la liste des risques à prendre en compte ;
 - la liste des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer.
- L'arrêté préfectoral comporte en annexe, pour chaque commune concernée :
 1. la note de présentation du ou des plans de prévention ainsi que des secteurs concernés, excepté pour les plans de prévention des risques technologiques ;
 2. un ou plusieurs extraits des documents graphiques permettant de délimiter les secteurs d'information sur les sols, les zones exposées aux risques pris en compte, de préciser leur nature et, dans la mesure du possible, leur intensité dans chacune des zones ou périmètres définis ;
 3. le règlement des plans de prévention des risques définissant notamment les prescriptions et obligations ;
 4. le zonage réglementaire de sismicité : 2, 3, 4 ou 5 défini par décret.
- Le préfet adresse copie de l'arrêté au maire de chaque commune intéressée et à la chambre départementale des notaires.
- L'arrêté est affiché réglementairement en mairie et publié ou recueilli des actes administratifs de l'Etat dans le département.
- Un avis de publication de l'arrêté est inséré dans un journal diffusé dans le département.
- Les arrêtés sont mis à jour :

- lors de la prescription d'un nouveau plan de prévention des risques naturels, miniers ou technologiques ou de modifications relatives à la sismicité et/ou lors de la révision annuelle des secteurs d'information sur les sols ;

- lors de l'entrée en vigueur d'un arrêté préfectoral rendant immédiatement opposables certaines dispositions d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou miniers résiduels, ou approuvant un plan de prévention des risques ou approuvant la révision d'un de ces plans ; lorsque des informations nouvelles portées à la connaissance du préfet permettent de modifier l'appréciation de la sismicité locale, des secteurs d'information sur les sols, de la nature ou de l'intensité des risques auxquels se trouve exposée tout ou partie d'une commune.

• Les documents mentionnés ci-dessus peuvent être consultés en mairie des communes concernées ainsi qu'à la préfecture et dans les sous-préfectures du département où est situé le bien mis en vente ou en location. Ils sont directement consultables sur Internet à partir du site de la préfecture de département.

Quand remplir l'état des servitudes risques et d'information sur les sols ?

- L'état des risques est établi directement par le vendeur ou le bailleur, le cas échéant avec l'aide d'un professionnel qui intervient dans la vente ou la location du bien.
- Cet état doit être établi moins de six mois avant la date de conclusion de tout type de contrat de location écrit, de la réservation pour une vente en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente du bien immobilier auquel il est annexé.
- Il est valable pour la totalité de la durée du contrat et de son éventuelle reconduction. En cas de co-location, il est fourni à chaque signataire lors de sa première entrée dans les lieux. Le cas échéant, il est actualisé en cas d'une entrée différée d'un des colocataires.

Quelles informations doivent figurer ?

- L'état des servitudes risques et d'information sur les sols mentionne la sismicité, l'inscription dans un secteur d'information sur les sols et les risques naturels, miniers ou technologiques pris en compte dans le ou les plans de prévention prescrits, appliqués par anticipation ou approuvés.
- Il mentionne si l'information relative à l'indemnisation post catastrophes et/ou celles spécifiques aux biens en dehors des logements, est mentionnée dans le contrat de vente ou de location.
- Il mentionne aussi la réalisation ou non des travaux prescrits vis-à-vis de l'immeuble par le règlement du plan de prévention des risques approuvé.
- Il est accompagné des extraits des documents graphiques de référence permettant de localiser le bien au regard des secteurs d'information des sols et des zonages réglementaires vis-à-vis des risques.
- Pour les biens autres que les logements concernés par un plan de prévention des risques technologiques, il est accompagné, en application de l'article R. 125-26 et lorsque celle-ci a été reçue par le vendeur ou le bailleur, de l'information sur le type de risques auxquels le bien est soumis, ainsi que la gravité, la probabilité et la cinétique de ces risques.

Comment remplir l'état des servitudes risques et d'information sur les sols ?

- Il faut d'une part reporter au bien, les informations contenues dans l'arrêté préfectoral et dans les documents de référence et d'autre part, le compléter des cartographies et des informations propres à l'immeuble : sinistres indemnités, prescription et réalisation de travaux.

Qui doit conserver une copie de l'état des servitudes risques et d'information sur les sols ?

- La vendeur ou le bailleur doit conserver une copie de l'état des servitudes risques et d'information sur les sols, daté et visé par l'acquéreur ou le locataire, pour être en mesure de prouver qu'il a bien été remis lors de la signature du contrat de vente ou du bail.

Information sur les sols et les risques naturels, miniers ou technologiques pour en savoir plus,
consultez le site Internet : www.georisques.gouv.fr

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE - TOUR SEQUOIA 92055 LA DÉFENSE CEDEX WWW.ECOLOGIQUE-SOLIDAIRE.GOUV.FR

Préfecture : Essonne

Adresse de l'immeuble : 43 C avenue Charles de Gaulle (Appt : 127 parking : 24 cave : 69) 91380
CHILLY-MAZARIN

Liste des sinistres indemnisés dans le cadre d'une reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle

Types de catastrophe	Date de début	Date de fin	Publication	JO	OUI	NON
Néant	-	-	-			

Cochez les cases OUI ou NON si, à votre connaissance l'immeuble à fait l'objet d'une indemnisation suite à des dommages consécutifs à chacun des événements

Etabli le : 18/05/2022

Signature :

Vendeur : Mr ABICHOU Selim Mme Haifa ABICHOU



Préfecture de l'Essonne

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE L'ÉQUIPEMENT DE L'ESSONNE
Service des Activités Juridiques, de l'Urbanisme, et de l'Environnement
Bureau des Risques Naturels et Technologiques

**ARRETÉ PRÉFECTORAL PREF/DCSIPC/SIDPC N° 154 EN DATE DU 20 NOV. 2006
RELATIF A L'INFORMATION DES ACQUEREURS ET DES LOCATAIRES DE
BIENS IMMOBILIERS SUR LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES
MAJEURS SUR LA COMMUNE DE CHILLY-MAZARIN**

LE PREFET DE L'ESSONNE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 125-5 et R. 125-23 à R. 125-27 ;

Vu le décret n° 91-461 du 14 mai 1991 modifié relatif à la prévention du risque sismique ;

Vu l'arrêté préfectoral PREF/DCSIPC/SIDPC n° 151 en date du 20 NOV. 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs dans le département de l'Essonne ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du 23 mai 2006 portant nomination de M. Gérard MOISSELIN, Préfet, en qualité de préfet de l'Essonne ;

Sur proposition du Sous-Préfet, directeur de Cabinet :

ARRÊTE

Article 1

La commune de Chilly-Mazarin est exposée aux risques naturels d'inondation par débordement de l'Yvette,

ial-chilly-mazarin-arrete-prefectoral-du-20-novembre-2006_1

Article 2

Les documents de référence relatifs aux risques naturels auxquels la commune est exposée sont :

- le Plan de Prévention des Risques d'inondation de l'Yvette approuvé le 26 septembre 2006 par arrêté préfectoral n° 2006-PREF.DRCL/566.

Article 3

Les éléments nécessaires à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sont consignés dans un dossier d'information annexé au présent arrêté.

Ce dossier d'information comprend :

- une fiche synthétique listant les risques recensés sur le territoire de la commune et les documents de référence attachés, et donnant des indications sur la nature et dans la mesure du possible, l'intensité des risques recensés,
- pour le risque inondation par débordement de l'Yvette, la délimitation au 1/5000 des zones exposées sur le territoire de la commune.

Le dossier d'information et les documents de référence attachés sont librement consultables en préfecture de l'Essonne, sous préfecture de Palaiseau et en mairie de Chilly-Mazarin aux jours et heures habituels de réception du public.

Article 4

Le dossier d'information et les documents de référence attachés sont mis à jour à chaque arrêté modifiant la situation de la commune de Chilly-Mazarin au regard des conditions entraînant l'obligation d'annexer un état des risques naturels et technologiques en application du code de l'environnement.

Article 5

La liste des arrêtés portant reconnaissance de catastrophe naturelle est consultable en préfecture et sur le site Internet www.prim.net.

Article 6

Le présent arrêté est notifié au maire de la commune de Chilly-Mazarin.

Une copie du présent arrêté et de ses annexes est adressé à la chambre départementale des notaires.

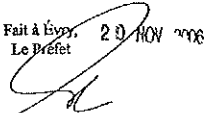
Le présent arrêté sera affiché en mairie de Chilly-Mazarin et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département. Il est également accessible sur le site Internet de la Préfecture (www.essonne.pref.gouv.fr).

Le présent arrêté ainsi que ses modalités de consultation feront l'objet d'un avis de publication dans le journal le Parisien.

Article 7

Mesdames et Messieurs le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet, les sous-préfets d'arrondissement, les chefs de service régionaux et départementaux et le maire de la commune de Chilly-Mazarin sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Evry, 20 NOV 2006
Le Préfet


Gérard MOISSELIN



Préfecture de l'Essonne

Commune de Chilly-Mazarin

Dossier d'informations sur les risques naturels et technologiques
pour l'application des I, II de l'article L.125-5 du code de l'environnement

1. Annexe à l'arrêté préfectoral

N° PREFACSIPCSIDPC n° 154 du 20 NOV. 2006

2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels prévisibles (PPRN)

La commune est située dans le périmètre d'un PPRn
Approuvé en date du 28/09/2006 Aléa Inondation par l'Yvette OUI ☒

Les documents de référence sont :

PPRI Yvette approuvé consultable sur Internet ☐ en mairie et en préfecture ☒

3. Situation de la commune au regard d'un plan de prévention de risques technologiques (PPRT)

La commune est située dans le périmètre d'un PPRT NON ☐

4. Situation de la commune au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité
en application du décret n°91-461 du 14 mai 1991 modifié relatif à la prévention du risque sismique

La commune est située dans une zone de sismicité Zone Ia ☐ Zone Ib ☐ Zone II ☐ Zone III ☐ Non ☒

5. Description succincte de l'intensité du risque

La commune est soumise à l'aléa Inondation par l'Yvette d'intensité Faible ☐ Moyenne ☒ Forte ☒ Très forte ☒

Observation

6. Cartographie

extraits de documents ou de dossiers permettant la localisation des immeubles au regard des risques en cours

Délimitation de la zone de risque inondation par débordement de l'Yvette au 1/5000

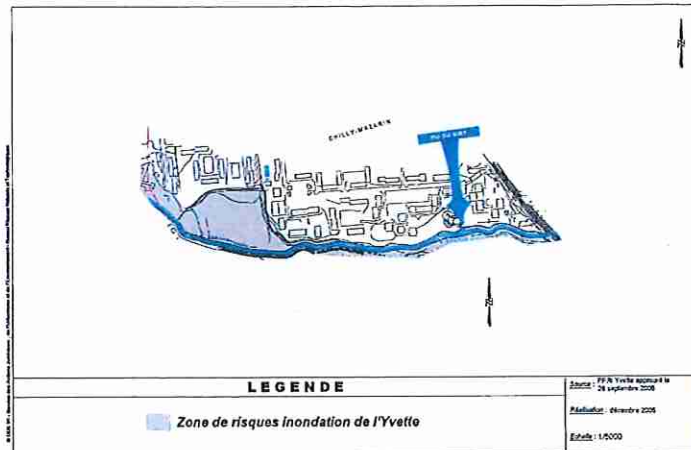
Date d'élaboration de la présente fiche le 07/11/2006

ial-chilly-mazarin-arrete-prefectoral-du-20-novembre-2006_4



Carte relative à l'information des acquéreurs et des locataires de
biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Commune de Chilly-Mazarin



ial-chilly-mazarin-arrete-prefectoral-du-20-novembre-2006_5



Etat des nuisances sonores aériennes

Les zones de bruit des plans d'exposition au bruit constituent des servitudes d'urbanisme (art. L. 112-3 du code de l'urbanisme) et doivent à ce titre être notifiées à l'occasion de toute cession, location ou construction immobilière.

Numéro de dossier : R.22.418.CHILLY-MAZARIN.ABICHOU
Date de la recherche : 18/05/2022

Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être intégré au dossier de diagnostic technique - DDT (annexé, selon le cas, à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente et au contrat de location ou annexé à ces actes si la vente porte sur un immeuble non bâti) et à être annexé à l'acte authentique de vente et, le cas échéant, au contrat préliminaire en cas de vente en l'état futur d'achèvement.

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral
n° du mis à jour le N/A

Adresse de l'immeuble : 43 C avenue Charles de Gaulle
code postal ou Insee : 91380
commune : CHILLY-MAZARIN
(Appt : 127 parking : 24 cave : 69)

Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans d'exposition au bruit (PEB)

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PEB
révisé ☐ approuvé ☐ oui ☐ non ☒
date

I Si oui, nom de l'aérodrome :

L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux d'insonorisation
Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés
oui ☐ non ☒
oui ☐ non ☒

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un autre PEB
révisé ☐ approuvé ☐ oui ☐ non ☒
date

I Si oui, nom de l'aérodrome :

Situation de l'immeuble au regard du zonage d'un plan d'exposition au bruit

L'immeuble se situe dans une zone de bruit d'un plan d'exposition au bruit définie comme :

zone A¹ ☐ zone B² ☐ zone C³ ☐ zone D⁴ ☐
forte forte modéré

¹ (intérieur de la courbe d'indice Lden 70)

² (entre la courbe d'indice Lden 70 et une courbe choisie entre Lden 65 et 62)

³ (entre la limite extérieure de la zone B et la courbe d'indice Lden choisie entre 57 et 55)

⁴ (entre la limite extérieure de la zone C et la courbe d'indice Lden 50). Cette zone n'est obligatoire que pour les aérodromes mentionnés au I de l'article 1609 quaterbis A du code général des impôts, (et sous réserve des dispositions de l'article L. 112-9 du code d'urbanisme pour les aérodromes dont le nombre de créneaux horaires annuels fait l'objet d'une limitation réglementaire sur l'ensemble des plages horaires d'ouverture).

Nota bene : Lorsque le bien se situe sur 2 zones, il convient de retenir la zone de bruit la plus importante.

Documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des nuisances prises en compte

Le plan d'exposition au bruit est consultable sur le site Internet du Géoportail de l'institut national de l'information géographique et forestière (I.G.N.) à l'adresse suivante : <https://www.geoportail.gouv.fr/>

Vendeur - Bailleur

Lieu / Date

Acquéreur - Locataire

Mr ABICHOU Selim Mme Haifa
ABICHOU

CHILLY-MAZARIN / 18/05/2022

information sur les nuisances sonores aériennes
pour en savoir plus consultez le site Internet du ministère de la transition écologique et solidaire
<https://www.ecologie-solidaire.gouv.fr/>

Exposition aux nuisances sonores aériennes				
A la commune			A l'immeuble	
Exposition aux risques	Plan de prévention	Etat	Exposé	Travaux réalisés
Néant	-	-	-	



ATTESTATION SUR L'HONNEUR réalisée pour le dossier n° **R.22.418.CHILLY-MAZARIN.ABICHO** relatif à l'immeuble bâti visité situé au : 43 C avenue Charles de Gaulle (Appt : 127 parking : 24 cave : 69) 91380 CHILLY-MAZARIN.

Je soussigné, **Mihoubi Ariles**, technicien diagnostiqueur pour la société **DIMM Diagnostic Immo** atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L.271-6 du Code de la Construction, à savoir :

- Disposer des compétences requises pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier, ainsi qu'en atteste mes certifications de compétences :

Prestations	Nom du diagnostiqueur	Entreprise de certification	N° Certification	Echéance certif
Electricité	Mihoubi Ariles	Bureau Veritas	12181027	24/10/2028 (Date d'obtention : 25/10/2021)
Amiante	Mihoubi Ariles	Bureau Veritas	12181027	24/10/2028 (Date d'obtention : 25/10/2021)
Plomb	Mihoubi Ariles	Bureau Veritas	12181027	24/10/2028 (Date d'obtention : 25/10/2021)
Termites	Mihoubi Ariles	Bureau Veritas	12181027	24/10/2028 (Date d'obtention : 25/10/2021)
DPE	Mihoubi Ariles	Bureau Veritas	12181027	14/12/2028 (Date d'obtention : 15/12/2021)
Gaz	Mihoubi Ariles	Bureau Veritas	12181027	14/12/2028 (Date d'obtention : 15/12/2021)

- Avoir souscrit à une assurance (MMA n° 114.231.812 valable jusqu'au 31/12/2022) permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de ma responsabilité en raison de mes interventions.
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir les états, constats et diagnostics composant le dossier.
- Disposer d'une organisation et des moyens (en matériel et en personnel) appropriés pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier.

Fait à **CHILLY-MAZARIN**, le **18/05/2022**

Signature de l'opérateur de diagnostics :

Article L271-6 du Code de la Construction et de l'habitation

« Les documents prévus aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4 sont établis par une personne présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés. Cette personne est tenue de souscrire une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions. Elle ne doit avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents mentionnés au premier alinéa. Un décret en Conseil d'Etat définit les conditions et modalités d'application du présent article. »

Article L271-3 du Code de la Construction et de l'habitation

« Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L.271-6 et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier. »



ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné, **Mihoubi Ariles**, technicien diagnostiqueur pour la société **DIMM Diagnostic Immo** atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L.271-6 du Code de la Construction, à savoir :

- Disposer des compétences requises pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier, ainsi qu'en atteste mes certifications de compétences :

Prestations	Nom du diagnostiqueur	Entreprise de certification	N° Certification	Echéance certif
Electricité	Mihoubi Ariles	Bureau Veritas	2875356	24/10/2028
Amiante	Mihoubi Ariles	Bureau Veritas	2875356	24/10/2028
Plomb	Mihoubi Ariles	Bureau Veritas	2875356	24/10/2028
Terrmites	Mihoubi Ariles	Bureau Veritas	2875356	24/10/2028
DPE	Mihoubi Ariles	Bureau Veritas	2875356	14/12/2028
Gaz	Mihoubi Ariles	Bureau Veritas	2875356	14/12/2028

- Avoir souscrit à une assurance (MMA n° 114.231.812 valable jusqu'au 31/12/2022) permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de ma responsabilité en raison de mes interventions.
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir les états, constats et diagnostics composant le dossier.
- Disposer d'une organisation et des moyens (en matériel et en personnel) appropriés pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier.

Fait à EVRY, le **03/01/2022**

Signature de l'opérateur de diagnostics :

Article L271-6 du Code de la Construction et de l'habitation

« Les documents prévus aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4 sont établis par une personne présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés. Cette personne est tenue de souscrire une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions. Elle ne doit avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents mentionnés au premier alinéa. Un décret en Conseil d'Etat définit les conditions et modalités d'application du présent article. »

Article L271-3 du Code de la Construction et de l'habitation

« Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L.271-6 et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier. »



Certificat
Attribué à
MIHOUBI Ariles

Bureau Veritas Certification certifie que les compétences de la personne mentionnée ci-dessus répondent aux exigences des arrêtés relatifs aux critères de certification de compétences ci-dessous pris en application des articles L271-6 et R 271.1 du Code de la Construction et de l'Habitation et relatifs aux critères de compétence des personnes physiques réalisant des dossiers de diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-4 du code précité

DOMAINES TECHNIQUES

	Références des arrêtés	Date de Certification originale	Validité du Certificat*
Amiante sans mention	Arrêté du 2 Juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification	25/10/2021	24/10/2028
DPE sans mention	Arrêté du 2 Juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification	15/12/2021	14/12/2028
Electricité	Arrêté du 2 Juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification	25/10/2021	24/10/2028
Gaz	Arrêté du 2 Juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification	15/12/2021	14/12/2028
Plomb sans mention	Arrêté du 2 Juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification	25/10/2021	24/10/2028
Termiles métropole	Arrêté du 2 Juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification	25/10/2021	24/10/2028

Date : 05/10/2021

Numéro de certificat : 12181027

Laurent Croguennea, Président

* Sous réserve du respect des dispositions contractuelles et des résultats positifs des surveillances réalisées, ce certificat est valable jusqu'à : voir ci-dessus

Des informations supplémentaires concernant le périmètre de ce certificat ainsi que l'applicabilité des exigences du référentiel peuvent être obtenues en consultant l'organisme.

Pour vérifier la validité de ce certificat, vous pouvez aller sur www.bureauveritas.fr/certification-diag

Adresse de l'organisme certificateur : Bureau Veritas Certification France
Le Triangle de l'Arche, 9 cours du Triangle 92937 Paris-la Défense CEDEX



Attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle

MMA IARD Assurances Mutuelles / MMA IARD certifie que

DIMM DIAGNOSTIC IMMO
10 ALLÉE DES CHAMPS ÉLYSÉES
91080 COURCOURONNES

Est titulaire d'un contrat d'assurance groupe n° 114.231.812, souscrit par la FIDI (Fédération Interprofessionnelle du Diagnostic Immobilier), garantissant sa responsabilité civile professionnelle pour ses activités de diagnostic immobilier.

Le montant de la garantie responsabilité civile professionnelle est fixé à 500 000 euros par sinistre et par technicien-diagnostiqueur. Au titre d'une même année, quel que soit le nombre de sinistres, le montant de la garantie ne pourra excéder 2 000 000 euros.

Date de prise d'effet du contrat : 14/11/2011

La présente attestation, valable pour la période du 01/01/2022 au 31/12/2022, est délivrée pour servir et valoir ce que de droit. Elle est établie sous réserve du paiement de la cotisation à échoir et ne peut engager les MMA au-delà des conditions générales et particulières du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Bordeaux, le 15 décembre 2021

L'assureur, par délégation, l'Agent Général

SUBERVIE ASSURANCES
Agent Général exclusif MMA
10, cours du Maréchal Juin - B.P. 29
33023 BORDEAUX CEDEX
Tél : 05.56.91.20.67 Fax : 05.56.91.95.75
Email : subervieassurances@mmi.fr
SARL au capital de 491 222 €
N° ORIAS : 07001677 www.orias.fr

SARL SUBERVIE ASSURANCES
AGENCE DE COURTAGE INTERPROFESSIONNELLE
N° SIREN : 535 308 035
10, cours du Maréchal Juin - B.P. 29
33023 BORDEAUX CEDEX
Tél : 05.56.91.20.67

F0666

MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES : SOCIÉTÉ D'ASSURANCE MUTUELLE À COOTISATION ÉLIGIBLE À L'ÉMISSION D'OPÉRATIONS DE CRÉDIT
MMA IARD : SOCIÉTÉ ANONYME À CAPITAL PARTICULIÈREMENT ÉLEVÉ (SIP) - SOCIÉTÉ FINANCIÈRE À RÔLE MIXTE
SOCIÉTÉ SOCIALE : 14, BOULEVARD POMPAIEN ET AUBREY - 91000 EVRY - FRANCE
ENTREPRISE RÉGISTRÉE PAR LE JUGE DE PAIX DE EVRY